M 6189 - 1212 - 8,00 F

ISSN 0024-765

lutte ouvrière

Hebdomadaire - paraît le vendredi - N° 1 212 - 20 septembre 1991 - prix : 8 F

AFP

Une nouvelle guerre des Balkans

LA GANGRENE NATIONALISTE

AFP

Une nouvelle guerre des Balkans

D'heure en heure, la guerre entre les Serbes et les Croates prend un tour plus dramatique.

Ces affrontements nous ramènent en arrière. Le passé resurgit, rétrograde et sanglant.

L'Etat yougoslave, dès sa fondation, mais même encore sous Tito, reposait sur une imbrication de multiples oppressions nationales, dominées par l'oppression serbe, qui pesait sur des peuples économiquement plus développés que la Serbie, comme les Croates et les Slovènes, et encore plus durement sur les plus pauvres : les Albanais du Kossovo et les Macédoniens.

Les haines anciennes issues de ces discriminations, de ces oppressions se traduisant parfois en massacres, ont été entretenues, avivées, utilisées par tous ces anciens apparatchiks de l'Etat fédéral de Tito, aujourd'hui ouvertement rivaux, qui n'hésitent pas à s'acoquiner, chacun dans son camp, avec les forces politiques se réclamant des idéologies les plus réactionnaires : les royalistes en Serbie, les partisans du mouvement fascisant des Oustachis en Croatie.

Ce sont ces politiciens qui, en Yougoslavie, occupent actuellement le devant de la scène. Pourtant ce n'était pas fatal.

Il y a dix ans que la Yougoslavie subit de plein fouet la crise de l'économie capitaliste mondiale comme ici, en France, et même sans doute plus durement. Il y a quelques années, les travailleurs de Yougoslavie avaient commencé à réagir, à multiplier les grèves. Mais ils avaient vu leur protestation, leur colère canalisées, détournées par des dirigeants politiques, pour la plupart les mêmes qu'aujourd'hui. Aux travailleurs des régions les plus riches, comme la Slovénie, on disait que c'étaient "les autres", ceux des républiques plus pauvres, qui étaient responsables de leur situation, que c'étaient les Serbes, les Albanais qui mangeaient le pain des Slovènes. Les politiciens des républiques les plus pauvres expliquaient que tout irait mieux s'il n'y avait pas les Serbes, ou telle ou telle minorité, manière pour ces politiciens de faire diversion et d'esquiver leur propre responsabilité, et manière en même temps d'asseoir leur position.

Cela n'empêcha pas l'économie yougoslave de se dégrader rapidement tout en continuant à remplir les coffres des créanciers occidentaux. Tout continua d'aller de mal en pis : la population s'appauvrit, pendant que les bureaucrates, installés aux différents échelons du pouvoir fédéral, s'occupaient à s'enrichir.

Car en même temps que les travailleurs se laissaient abuser par les discours des nationalistes, leur sacrifiant leurs revendications, l'appétit des couches privilégiées des différentes républiques grandissait plus vite que le gâteau à partager.

Au lieu que ce soient les travailleurs, les exploités, les pauvres des différentes régions qui s'unissent et renforcent leur position de classe contre les privilégiés du régime, ce furent ces privilégiés et

LA GANGRENE NATIONALISTE

les ambitieux de ce régime qui consolidèrent leurs positions et leurs fiefs, prêts à se disputer entre eux les dépouilles de l'appareil d'Etat fédéral. Et pour ce faire, ils n'ont pas hésité à lancer les unes contre les autres les populations exaspérées par la dureté plus grande de la vie.

Cela se traduit aujourd'hui par des affrontements avec des bombardements, des destructions, des morts, en un mot une guerre au sens plein du terme.

Il est possible que cela aboutisse à la dislocation de l'Etat yougoslave et que cela se traduise par la multiplication des divisions, des frontières, morcelant un ensemble économique et humain déjà insuffisant pour qu'il soit véritablement viable. Ce serait alors une régression pour les travailleurs, pour l'ensemble de la population laborieuse. Une régression sur tous les plans. Aussi bien sur le plan économique, que sur le plan des conditions de vie de la majorité de la population, et sur le plan culturel. Cela le serait même sur le plan des libertés nationales, et des libertés tout court. Cela ne légitime nullement l'hégémonie et l'autoritarisme de l'Etat central - qu'il soit dominé par les Serbes comme aujourd'hui, ou pas - imposant par la force une union dont les peuples ne voudraient pas.

Le véritable choix, celui qui correspond aux intérêts des travailleurs et de la majorité de la population n'est pas entre un pouvoir central imposant de force son autorité aux autres, ou l'éclatement rétrograde derrière des nationalismes, créant un fossé de haine et de sang entre les peuples et les travailleurs de chaque nationalité. Il est dans une politique de classe, révolutionnaire, socialiste.

Il faut souhaiter qu'avant qu'il ne soit trop tard, puisse renaître un mouvement ouvrier révolutionnaire en Yougoslavie pour faire pièce aux directions nationalistes. Un mouvement qui, tout en reconnaissant le droit des peuples à disposer d'eux mêmes, jusques et y compris la séparation politique, défendrait devant les travailleurs et la population laborieuse l'idée que leur intérêt est de collaborer ensemble, dans le cadre d'une entité géographique, économique, la plus vaste possible. Une direction révolutionnaire qui expliquerait aux travailleurs, que leur adversaire n'est pas le travailleur serbe, slovène, croate, albanais, macédonien ou monténégrin, mais cette classe de privilégiés, cette couche d'affairistes issue de l'ancienne "nomenklatura" titiste, dont les ambitions et la soif de gains et de richesses ont provoqué le chaos et les massacres actuels.

L'éditorial d'Arlette LAGUILLER

LES SOCIALISTES AIMENT LES PATRONS... ET ILS NE REGARDENT PAS À LA DÉPENSE

Quand les socialistes font du charme aux patrons, attention ça fait mal. Au portefeuille des contribuables, comme à celui des cotisants aux différentes caisses sociales. La dernière offensive d'Edith Cresson se chiffre dans un premier temps par 12 milliards de réduction d'impôts au bénéfice des petites et moyennes entreprises, et son plan devrait s'accompagner d'un deuxième volet dit "social" consistant en de nouvelles exonérations de charges patronales pour l'emploi des jeunes. Ça c'est, nous dit-on, pour le mois d'octobre.

La plus grosse partie du cadeau fiscal consiste en la réduction de l'impôt sur les bénéfices des sociétés, qui passera dès 1992 à 33,3% au lieu jusque-là de 42% (et 34% pour les bénéfices réinvestis), pour les entreprises industrielles faisant moins de 500 millions de chiffre d'affaires (100 millions pour les autres entreprises). Les grosses entreprises ne sont pas pour autant oubliées, elles pourront bénéficier de la même mesure, mais un an plus tard seulement, en 1993.

Rappelons que, jusqu'en 1985, l'impôt sur les bénéfices des sociétés était de 50% uniforme. Cela donne une idée du chemin parcouru sous le règne de Mitterrand. "Merci les Socialistes !" pourraient dire les patrons... si seulement ils avaient de la reconnaissance. Voilà qui serait bien étonnant. Bien que les zélés serviteurs travaillent pour la considération... les maîtres n'en éprouvent généralement guère pour leurs larbins.

D'autres mesures telles que l'attribution d'un crédit d'impôt pour augmentation de capital, des crédits bonifiés supplémentaires, des exonérations de plus-values immobilières, des réductions de droits de transmission, etc., complètent agréablement le plan pour les patrons des PME. Et ils n'ont d'ailleurs cette fois-ci pas caché leur satisfaction à madame le Premier ministre, qui était venue leur annoncer au congrès de la CGPME (Confédération générale des petites et moyennes entreprises) à Bordeaux, ce qu'elle avait concocté en collaboration avec leurs représentants.

Le CNPF, censé représenter non seulement les PME mais aussi le grand patronat, a préféré, lui, déclarer insuffisant le plan Cresson. "Encore, et plus vite", ainsi pourrait se résumer la position exprimée par son porte-parole, Périgot. Evidemment, parmi les mesures prises, il y a aussi celle de l'augmentation de 25% à 33% de l'impôt sur les plus-values financières. Cette mesure est censée amener les grandes entreprises, qui font leurs bénéfices en partie grâce à la spéculation financière, à débourser un peu plus à ce titre-là. Le gouvernement prétend même qu'il peut rattraper les sommes perdues par la diminution de l'impôt sur les bénéfices grâce à l'augmentation de l'impôt sur les plus-values financières. Ce qui reste encore à voir, car le calcul fait sur ce qui se pratiquait jusque-là ne garantit pas que les entreprises continueront sur la même lancée, à partir du moment où cela sera moins juteux pour elles.

Si rien n'est sûr en matière de compensation au niveau budgétaire, la baisse de l'impôt sur les bénéfices des sociétés est là et bien là. Et s'il n'y a pas de rentrées correspondantes découlant du nouveau plan Cresson, on peut faire confiance à son gouvernement ou à ceux qui vont lui succéder, pour se rattraper ou sur d'autres impôts, ou en taillant dans les budgets sociaux.

Quant à la fable qu'on nous sert pour nous faire croire que tout cela sera bon pour l'emploi, qu'en particulier les PME sont les entreprises qui ont créé le plus d'emplois ces dernières années, il faudrait être bien naïf pour l'avaler. Des milliards déversés aux patrons depuis la crise, destinés prétendument à réduire le chômage, il y en a déjà tellement eu, qu'il devient difficile d'en faire le compte. Cela n'empêche pas la courbe du chômage de grimper inexorablement, et il n'y a rien d'étonnant à cela.

En admettant même que les patrons utilisent, cette fois-ci, ces milliards en les investissant dans leurs entreprises et pas à spéculer, ce qui reste aussi à prouver, cela les conduirait à s'équiper de nouvelles machines pour produire davantage avec encore moins de main-d'œuvre, et à profiter toujours plus de la pression du chômage pour imposer des rythmes de travail plus contraignants et des salaires en diminution constante. Ils maintiendront ou ils accroîtront leurs profits, et ils le feront payer de plus en plus cher à la société tout entière. Il n'y a rien d'autre à attendre de leur part.

Mais peu importe à ce gouvernement, dit de gauche. Sa seule préoccupation, c'est de convaincre les patrons qu'avec la droite ils ne pourraient être mieux servis.

Louis GUILBERT

Marc Deville / Gamma

Cresson chez les PME.

Ecole de la rue Piat (Paris XXe)

FACE À L'ENTÊTEMENT DU RECTORAT, LES PARENTS FONT LA CLASSE

A l'école polyvalente de la rue Piat, en plein cœur d'une grosse cité HLM des Hauts de Belleville, dans le XXe arrondissement de Paris, parents et enseignants réclament l'ouverture d'une classe pour une trentaine de bambins nés en 1988, et régulièrement inscrits.

Dans cette petite école où les enfants viennent pour la plupart de familles non francophones, aux habitudes et aux langues diverses, mais soumises aux mêmes problèmes de subsistance quotidienne, les enseignants n'ont pas la tâche facile. Travaillant dans une "zone d'éducation prioritaire" (ZEP), ils estiment à juste titre que l'allègement des effectifs de l'école est bien la moindre des choses. Et depuis deux ans, ils se sont mis d'accord pour s'en tenir aux consignes du collectif syndical de Paris (qui regroupe le SGEN et deux tendances du SNI) : n'accueillir que 25 élèves par classe.

En février 1991, le rectorat de Paris, au vu des effectifs globaux du moment, avait annoncé le blocage d'un poste d'enseignant. En juin 1991, ce blocage était commué en fermeture de classe alors qu'on savait pertinemment que 41 enfants étaient sur les rangs pour entamer dès la rentrée de septembre leur scolarisation du haut de leurs trois ans.

Après débrayages, délégations et démarches multiples en mai et juin, le directeur des services académiques de Paris et recteur adjoint avait tout de même promis qu'il ouvrirait toutes les classes nécessaires *"là où les enfants seraient physiquement présents"*.

A la pré-rentrée du lundi 9 septembre, les parents des enfants en attente décidaient d'accueillir eux-mêmes les enfants et d'organiser une classe "sauvage", se déclarant ouvertement solidaires des institutrices toujours décidées à ne pas accepter plus de 25 élèves dans toutes les autres classes.

Mardi donc, 28 "nouveaux" faisaient leurs premiers pas à l'école, guidés par une dizaine de parents qui, jonglant avec leurs propres obligations professionnelles, se sont relayés pour faire chanter, danser ou jouer tous ces petits.

Depuis lundi 16, la directrice de l'école de Piat a proposé de prendre elle-même la classe "sauvage".

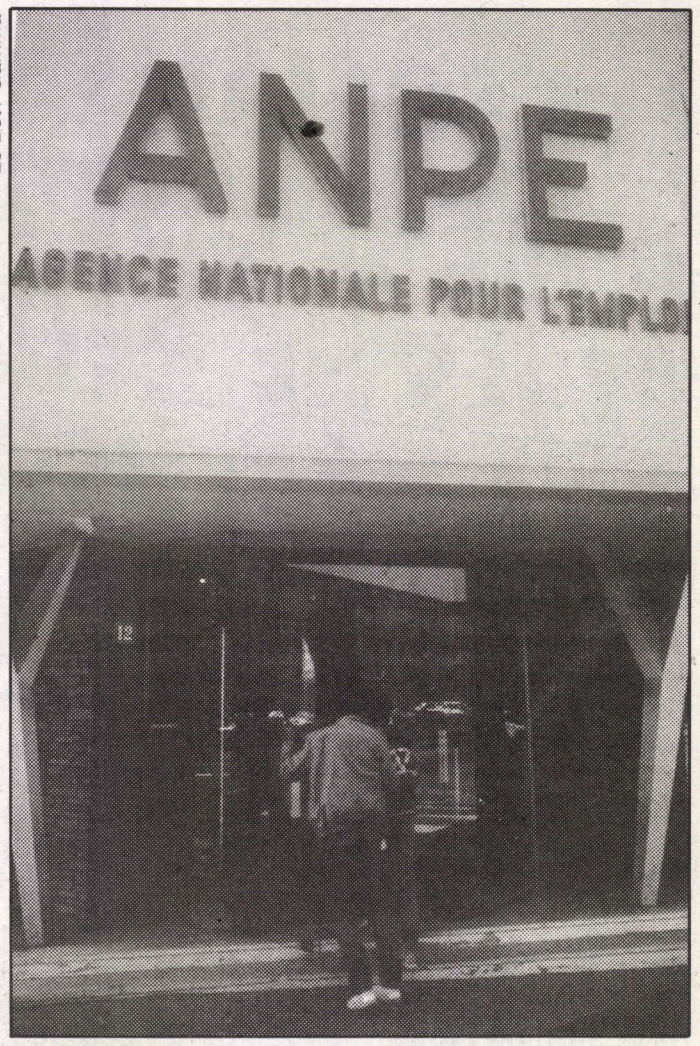
Tout un chacun attendait sans trop d'illusions les résultats de la réunion paritaire du 17 septembre avec les syndicats et le rectorat, où devaient se prendre les ultimes décisions d'ouverture ou de maintien de fermetures dans diverses écoles de Paris en sureffectifs.

Pour la rue Piat, c'est non... et non ! Les autorités ne veulent pas céder car elles craignent un effet de contagion dans d'autres ZEP.

Tout en continuant la lutte, parents et instituteurs peuvent méditer sur l'esbrouffe gouvernementale faite à propos des moyens mis à la disposition des écoles en ZEP.

Correspondant LO

CAMPAGNE GOUVERNEMENTALE CONTRE LES CHÔMEURS



Le Bot / Gamma

Est-ce une véritable agence pour l'emploi ou un leurre ?

"700 000 faux chômeurs". Voilà le prétendu "scandale" que l'hebdomadaire *Le Point* a dénoncé par un titre en couverture. Et de reproduire les propos tenus cet été par Charasse, le ministre du Budget, qui, entre deux distributions de subventions aux entreprises, avait trouvé le temps de dénoncer les *"prétendus demandeurs d'emplois"*. En ajoutant pour faire bonne mesure des déclarations du ministre du Travail, Martine Aubry, qui affirme : *"Les chômeurs on les aide ; les fraudeurs on les combat"*. Le même journal annonce que *"dès octobre prochain, 300 agents des directions du Travail, jusque-là absorbés à des tâches administratives, vont être spécialement lancés aux trousses des chômeurs professionnels"*.

Alors que les patrons licencient à tour de bras, il n'y aurait donc rien de plus pressé que de s'attaquer à leurs victimes.

Les motifs de cette campagne ne sont pas difficiles à deviner : à défaut de faire baisser le nombre des sans-emplois qui, du fait des licenciements, ne cesse d'augmenter, les ministres s'en prennent aux chiffres en tentant de rayer des demandeurs, sous le prétexte qu'ils sont intérimaires ou que, comme certaines mères de famille, ils ne chercheraient pas vraiment un emploi. Il s'agit aussi de préparer l'opinion à une augmentation des cotisations et à une réduction des indemnités des chômeurs.

Le ton a été donné par le patronat avant les vacances. Giral, le porte-parole du CNPF, lui-même propriétaire de plusieurs entreprises de travaux publics (un secteur où on s'y connaît en emplois précaires), affirmait qu'une réduction des prestations était "inévitable". La campagne de presse actuelle va nettement dans ce sens. Plusieurs journaux ont ainsi simultanément et fort à propos "découvert" le prétendu scandale de la Caisse d'indemnisation du spectacle, que l'administration venait opportunément de tenir à la disposition de la presse. Il suffirait paraît-il à un artiste cotisant de travailler 25 jours par an pour se faire indemniser tout le reste de l'année.

Mais tout le cinéma du gouvernement, alimentant la presse en révélations convenues, ne réussira pas à faire oublier que les faux socialistes au pouvoir, eux, ne chôment pas pour aider les patrons à continuer leurs mauvais coups. Et même souvent en rajoutent.

P. V.

QUI FABRIQUE LE CHÔMAGE ?

Selon la Fédération française des industries électriques et électroniques, 63 000 emplois ont été supprimés en cinq ans dans cette branche. Plus de deux emplois sur trois perdus étaient occupés par des ouvriers. Les profits pendant ce temps n'ont pas baissé. Les sociétés en question fabriquent à moindre coût dans des pays où ils peuvent payer des salaires de misère, et spéculent au lieu d'investir.

Voilà pourquoi Thomson ou Bull continuent à licencier.

PRÈS DU BOULOT MAIS LOIN DU SALAIRE

Mitterrand dans sa conférence de presse a rappelé : les chômeurs n'ont qu'à chercher des "emplois de proximité". Il s'agit de petits boulots de serviteurs, cireurs de pompes, porteurs de journaux, promeneurs de chiens, etc., dont la petite bourgeoisie aurait bien besoin, à condition de payer une misère.

Quel avenir resplendissant pour les chômeurs ! Sans compter que même ces boulots bidon il y en aurait très peu...

URSSAF

UN TROU ENCORE PLUS GROS

On savait depuis longtemps que bien des patrons payaient mal, en retard, ou pas du tout leur part de cotisations sociales. Un rapport de la Cour des comptes, dont la presse a fait état, met sérieusement en cause l'URSSAF de Paris, l'organisme chargé du recouvrement des cotisations patronales.

Celui-ci aurait atteint 30 milliards de francs d'impayés pour un peu plus de 200 milliards collectés en 1989, ce qui fait environ 15% des sommes évaporées. La Cour des comptes s'en prend aux aberrations dans le fonctionnement de l'URSSAF, mais surtout au laxisme généralisé de cette caisse.

Beaucoup de patrons en prennent à leur aise avec cet organisme-passoire. Il y a d'abord les petits et parfois moyens patrons qui ferment boutique un beau jour, en ayant négligé de payer depuis un moment leurs cotisations que l'URSSAF ne parviendra jamais plus à récupérer, et qu'elle abandonnera tout simplement. Et puis il y a tous ceux, et parfois parmi les plus gros, qui sont en parfaite santé, mais qui profitent de la pagaille pour payer avec retard. Ainsi des banques, comme le Crédit Lyonnais et la BRED, qui versent avec retard leurs cotisations. D'autres entreprises, y compris des administrations de l'Etat (les Télécoms, la Sécurité sociale elle-même !) font obstacle à des contrôles sérieux de la part des agents de l'URSSAF.

Bref, dans ces conditions, on peut presque s'étonner que 85% des sommes parviennent quand même dans les caisses de l'URSSAF : les patrons ne seraient donc peut-être pas si mauvais bougres que ça, ou alors c'est qu'ils ne sont pas au courant...

Quand on pense qu'on coupe l'électricité ou le téléphone à un particulier qui n'a pas payé quelques centaines de francs, qu'on jette à la rue des familles qui ne parviennent plus à payer leur loyer, ou encore qu'on a mis en prison une jeune femme, à Nancy, pour environ deux mille francs de chèques sans provision (et qu'elle est morte en prison faute de soins), on ne peut s'empêcher de penser qu'il y a deux poids et deux mesures, et une forte proportion de hors-la-loi, en parfaite liberté et impunité, parmi les patrons.

Et puis surtout ces trente milliards dépassent très largement le "trou" de la Sécurité sociale. Si l'Etat était aussi intraitable avec les patrons fraudeurs qu'avec, par exemple, les chômeurs en fin de droit, eh bien l'argent rentrerait, il n'y aurait pas de "trou" de la Sécu, et donc nul besoin d'augmenter les cotisations des salariés. Et d'ailleurs, puisque le "trou" provient en définitive des impayés patronaux, la moindre des choses serait que ce soit les patrons qui payent pour combler le déficit, et pas les salariés.

Ajoutons qu'il n'y a pas que l'URSSAF de Paris, il y en a aussi en province, moins "percées" toutefois, à ce qu'il paraît. Il n'empêche, il doit sûrement y avoir encore des "trous" ici ou là ; et pas des "petits trous pas chers", mais des gros trous très chers !

André VICTOR

A la Courneuve, une fête de l'Huma réussie,

MAIS QUEL AVENIR PROPOSE LA DIRECTION DU PCF ?

La politique de la direction du PCF n'a, elle, pas vraiment changé.

Etaient-ils autant, ou un peu moins que l'année précédente ? Difficile à évaluer. De toute façon, ils étaient nombreux à s'être rendus à la fête de *L'Humanité*. Bien plus que ne le prédisaient les oracles de la presse, qui n'ont pas su cacher leur surprise, et pour certains leur déception. Ne discutons pas pour savoir si ils étaient venus pour Johnny Halliday, pour Georges Marchais, pour montrer leur solidarité avec "le Parti", ou tout bonnement pour la fête, ses flons-flons et ses frites, car en fin de compte le rassemblement populaire qu'est la fête de l'Huma est une manifestation politique.

Sa réussite, cette année, illustre au moins une chose : le fait que, dans ces milieux populaires justement, les discours des politiciens, du PS à l'extrême-droite, leur jubilation ainsi que celle de bon nombre de journalistes devant ce qu'ils appellent la faillite du communisme, en un mot cette formidable campagne pour le capitalisme ne s'est pas traduite comme ils le souhaitaient, par la fuite devant tout ce qui porte l'étiquette communiste. Voilà qui est réconfortant.

Ce qui l'est moins, c'est que ce succès peut contribuer à donner plus de poids à la direction du PCF. Un poids dont elle va se servir, non pas à défendre les positions du communisme, mais bien plus à tenter de marchander des accords électoraux avec le Parti Socialiste. Cela n'apparaissait pas ouvertement dans le discours de Georges Marchais, ce dimanche, à la Courneuve, sans doute parce que les échéances électorales sont encore lointaines, et surtout parce que nombre de militants et de sympathisants acceptent mal cette perspective. Le souvenir de la période de collaboration gouvernementale est encore frais et douloureux dans les mémoires. Mais c'était bien cette perspective-là, celle du "grand rassemblement majoritaire", qui recouvre, sous une forme volontairement floue, le projet d'alliance avec le PS, qui apparaissait en filigrane dans les propos du secrétaire général, et qu'on retrouvait sur les banderoles, dans un certain nombre de stands.

De toute façon, depuis des décennies, les dirigeants du PCF, majoritaires autour de Marchais, opposants autour de Fiterman, ne proposent rien d'autre. Ils insistent, ils persévèrent, même quand ces offres sont repoussées avec condescendance par les dirigeants du PS, comme vient de le faire l'un de ses porte-parole, Jean-Jack Queyranne, qui a déclaré au lendemain de la fête de *L'Humanité*, qu'une rencontre PS-PC n'était pas à l'ordre du jour, et que le PC devait *"d'abord tirer toutes les conséquences de la fin du communisme dans les pays d'Europe de l'Est"*.

Dans les allées du parc de la Courneuve, chez les militants se mêlaient souvent, à la satisfaction de se sentir nombreux, des questions qui partaient dans tous les sens, mais qui se ramenaient aux mêmes préoccupations : l'avenir de leur parti, l'avenir du communisme. Le seul avenir proposé par les dirigeants du PCF est de servir de roue de secours électorale au PS, pour être payé de retour par une déconfiture qui s'accentue. Qui peut aujourd'hui encore croire sérieusement qu'il suffirait que le poids électoral du PC augmente pour peser sur le PS de façon à lui imposer "une véritable politique de gauche", alors qu'il n'y a pas réussi lorsqu'il obtenait près de 20% des suffrages ?

L'activité des militants du PCF, leurs efforts quotidiens pour maintenir l'existence de leur parti dans les usines et les bureaux devraient-ils, à chaque fois, aboutir à cette impasse ?

Il y a un autre avenir, une autre perspective pour ceux qui cherchent à maintenir l'existence des idées et d'une organisation communiste dans la classe ouvrière. Une organisation qui soit à la fois un instrument de défense des intérêts des travailleurs et un moyen pour la classe ouvrière de mettre en œuvre une politique qui soit vraiment la sienne, sans, à chaque fois, se mettre à la remorque de représentants de la bourgeoisie. Cela signifie abandonner le terrain de l'électoralisme pour agir sur le terrain de la lutte de classe.

J.-P. V.

Résultat des élections législatives partielles à St Nazaire

UN VOTE SANCTION CONTRE LA POLITIQUE DU GOUVERNEMENT

Les résultats des élections qui ont eu lieu dimanche ont pris l'allure d'une véritable sanction de la politique du gouvernement socialiste.

D'abord, très peu d'électeurs se sont déplacés : 37,62% ! Du jamais vu à Saint-Nazaire, ville ouvrière où, par tradition, cela vote beaucoup.

Claude Evin, ex-ministre rocardien, a vu ses voix passer de 49,57%, en 1988, à 29,88%. Il passe de 21 565 voix à 7621. Une chute vertigineuse, et un sérieux avertissement !

Cette chute est d'autant plus remarquée, que, outre l'abstention, le Parti Communiste voit son score s'améliorer, puisqu'il passe de 13,30% à 16,09%. Et même s'il ne retrouve pas tout à fait ses voix de 1988, les votes portés sur le nom de J.L. Lecorre, maire d'une commune ouvrière de la banlieue de Saint-Nazaire, Trignac, et ajusteur à l'Aérospatiale, sont des votes venant, pour leur majorité, du monde du travail et critiques par rapport à la politique du gouvernement.

Ainsi d'ailleurs que les votes, en augmentation, portés sur le nom de Marie-France Belin, candidate présentée par Lutte Ouvrière, puisque le score passe de 1,9% en 1986, il n'y avait pas de candidat en 1988, à 4,33%.

Evin, à l'issue du scrutin, s'est plaint pour justifier sa déconfiture d'être *"la seule cible face aux six autres candidats"*, mais c'est un peu court.

Etienne Garnier, le candidat unique de la droite "classique", voulant faire un scoop au lendemain du premier tour, a dénoncé le fait que Claude Evin aurait demandé à toutes les entreprises de la région qui prévoient des licenciements (Eaton, Mécanique, Grande Paroisse...) d'attendre la fin des élections avant de les annoncer.

En fait le secret, soi-disant révélé par la droite, est un secret de polichinelle. Ce bruit circulait depuis déjà pas mal de temps. Et on comprend l'inquiétude de la population lorsque l'on sait que le taux de chômage est un des plus forts de France puisqu'il s'élève à 14%. Et dans cette situation, on comprend que les travailleurs, les petites gens n'aient pas eu envie d'aller voter.

Trois jours après le premier tour, on ne savait toujours pas quelle serait l'attitude du Parti Communiste vis-à-vis du deuxième tour. Va-t-il ou pas appeler à voter pour Claude Evin ?

Une semaine avant les élections, la chose semblait aller de soi : Il fallait "ne pas faire le jeu de la droite". Lajoinie l'avait dit devant des travailleurs aux Chantiers. Mais dans le même temps, Claude Evin a fait des déclarations, avec d'autres rocardiens, parues dans le *Quotidien de Paris*, où il déclare qu'il faudra rapidement couper les ponts avec le PC et que lui en tout cas *"n'irait pas quémander les voix du PC"*.

C'est bien beau... Mais voilà que Claude Evin a besoin des voix du Parti Communiste pour sa petite carrière. Donc changement de ton, dans la presse locale : *"il espère la tradition républicaine"* et il espère aussi *"que le PC saura se déterminer sans ambiguïté"*. La frénésie de faire carrière coûte que coûte lui enlève toute pudeur.

Si la direction du Parti Communiste hésite, c'est surtout que des militants à la base sont très remontés contre Evin. Et le mépris affiché par Claude Evin passe très mal.

En tout cas, pour Lutte Ouvrière, c'est clair et net. Marie-France Belin l'a dit fermement, il n'est pas question d'aider en quoi que ce soit à la carrière d'Evin qui ne mérite en aucun cas, pas plus que la droite, les voix des travailleurs !

FETES DE LUTTE OUVRIERE EN PROVINCE

♦ A LYON	♦ A BORDEAUX	♦ A DIJON	♦ A TOULOUSE	♦ A RENNES
SAMEDI 21 SEPTEMBRE à partir de 18 heures	SAMEDI 21 SEPTEMBRE de 18 heures à 2 heures	SAMEDI 21 SEPTEMBRE à partir de 19 heures	SAMEDI 28 SEPTEMBRE à partir de 18 heures	SAMEDI 5 OCTOBRE de 16 à 24 heures A CARREFOUR 18, 7, rue d'Espagne
DIMANCHE 22 SEPTEMBRE de 12 à 19 heures Hall des fêtes de Saint-Fons	DIMANCHE 22 SEPTEMBRE de 12 à 19 heures Plaine de la Blancherie à CENON	DIMANCHE 22 SEPTEMBRE à partir de 12 heures Salle Mendès-France à QUETIGNY	DIMANCHE 29 SEPTEMBRE jusqu'à 20 heures Parc de la Mounède (Route de Saint-Simon)	

La prochaine réunion du
CERCLE LÉON TROTSKY portera sur :

**L'URSS
APRÈS LE COUP D'ÉTAT MANQUÉ**

**VENDREDI 4 OCTOBRE 1991
à 20 h 30
Salle de la Mutualité**

**24, rue Saint-Victor - 75005 PARIS
Métro : Maubert-Mutualité**

Participation aux frais : 10 F.

URSS

LE PETIT MUSSOLINI DE GÉORGIE

En Géorgie soviétique, aujourd'hui devenue une République «indépendante», il n'aura pas fallu longtemps pour voir que, pour ce qui est des méthodes dictatoriales, le régime «national» pouvait ne le céder en rien au régime précédent.

(AFP)

Gamsakhourdia

Le président géorgien Gamsakhourdia, en un an de pouvoir, s'est déjà taillé une solide réputation de dictateur. Censure dans les medias locaux, culte de la personnalité, parlement inféodé au président, répression musclée des manifestations, le régime n'a pas mis longtemps, apparemment, pour se rendre aussi odieux à une fraction de la population géorgienne que pouvait l'être le pouvoir central soviétique après soixante-dix ans de stalinisme. Au point qu'aujourd'hui le parti d'opposition – le Parti National Démocrate Géorgien – a lancé des manifestations de rue pour tenter de le chasser, à la suite de quoi son leader, M. Tchantouria, a été arrêté.

Gamsakhourdia, lui, semble chercher à provoquer un réflexe d'«Union sacrée» dans la population géorgienne pour tenter de rester au pouvoir. Sa décision de quitter le «Conseil d'Etat» soviétique, qui rassemble les présidents des Républiques en accord avec le nouveau projet d'Union, fait partie de cette opération. L'opposition, toute «nationale» qu'elle soit, semble aujourd'hui n'avoir d'espoir que dans la relative protection que lui offre le fait que, malgré tout, la Géorgie fasse encore partie de l'Union soviétique... Mais en même temps elle craint toute intervention de celle-ci, qui donnerait à Gamsakhourdia l'occasion d'appeler à la «résistance» contre «l'envahisseur» en écrasant au passage son opposition !

En attendant, les mêmes opposants qui reprochent au régime de Gamsakhourdia son absence de démocratie ont été d'accord comme un seul homme pour ne plus reconnaître la région autonome d'Ossétie du Sud. La minorité nationale ossète n'a donc plus que le droit de se considérer comme géorgienne, que Gamsakhourdia reste au pouvoir ou que son opposition dite «démocratique» le remplace.

La dictature de la bureaucratie stalinienne était odieuse et sa négation de tout droit démocratique se doublait, par bien des aspects, d'une oppression exercée par les Russes sur les autres nationalités, dont les Géorgiens. Mais pour les minorités au sein d'une de ces nationalités, comme les Ossètes de Géorgie, l'instauration de régimes «nationaux» peut se révéler encore pire.

Et en fait c'est toute la population de Géorgie qui peut dès maintenant juger sur pièces ce que valent les paroles «démocratiques» de toutes ces cliques qui se précipitent pour exercer le pouvoir local. Il reste à espérer que ces dictateurs au petit pied n'aient pas trop les moyens de leurs prétentions.

Ce sera peut-être le cas pour Gamsakhourdia : sa «garde nationale», sur laquelle il comptait pour se maintenir au pouvoir, a pris le maquis plutôt que de lui obéir. Pas encore décidée, semble-t-il, à servir de garde prétorienne dans une réplique caucasienne façon Honduras ou Guatemala.

André FRYS

Nouveau cadeau de Gorbatchev à Bush :

LE LÂCHAGE DE CUBA

A l'issue d'un entretien avec James Baker à Moscou, mercredi 11 septembre, Gorbatchev a annoncé sa décision de retirer les troupes soviétiques de cuba. Bien plus que le geste symbolique du retrait de ces quelques milliers d'hommes dont Cuba n'a rien à faire, ce qui est en jeu c'est surtout l'arrêt de toute aide économique à Cuba, une aide qui a déjà été considérablement réduite ces dernières années.

Le gouvernement de Washington qui, lui, continue son blocus économique de Cuba espère désormais n'avoir plus qu'à attendre que l'aggravation de la situation économique de l'île alimente suffisamment l'opposition intérieure au régime cubain pour entraîner sa chute.

UNE SITUATION ÉCONOMIQUE CATASTROPHIQUE

Car la situation économique de Cuba est de plus en plus dramatique : comme tous les pays du Tiers Monde, Cuba a un fort endettement, et il a subi depuis le début des années 1980 les conséquences de l'effondrement du cours mondial du sucre, sa principale ressource d'exportation.

Outre une aide financière directe évaluée à un peu plus de 4 milliards de dollars par an (dont 2,5 de subventions militaires) l'aide essentielle était le fait que le commerce de Cuba avec l'URSS, dont les conditions financières n'étaient pas spécialement avantageuses, permettait à l'île de compenser le blocus économique que lui avaient imposé les USA. 85% des échanges de Cuba se faisaient avec les pays de l'ex-COMECOM, dont 70% avec l'URSS. La seule source de devises convertibles dont disposait Cuba pour ses achats indispensables sur le marché occidental, et le remboursement de la dette contractée à l'Ouest, était la revente sur le marché mondial du pétrole que l'URSS lui vendait en roubles, en échange des livraisons de sucre, de nickel et de cobalt cubains.

Or Cuba a aujourd'hui perdu son marché dans les anciennes Démocraties populaires. L'URSS avait déjà l'an dernier réduit ses livraisons de pétrole de 13 millions de tonnes à 10 millions, et a décidé à partir de cette année de faire payer son pétrole en dollars et à un prix voisin du cours mondial. La dette de Cuba envers l'URSS, qui se monte à 15,5 milliards de roubles (soit environ 9,5 milliards de dollars), devra désormais elle aussi être remboursée, capital et intérêts, en dollars. Et aujourd'hui Gorbatchev offre en gage à Baker le dernier marchandage sur le dos de Cuba qu'il s'était gardé en réserve : le passage de cette réduction des aides et conditions commerciales particulières à leur arrêt complet.

Depuis l'automne 1990 le gouvernement cubain a déjà dû décider des mesures de rationnement draconiennes : 80 grammes de pain par personne et par jour, cinq œufs par semaine, un quart de poulet tous les neuf jours. Faute de devises occidentales ou de livraisons par l'URSS, il manque dans l'industrie pièces détachées et matières premières.

LE NATIONALISME, VOIE SANS ISSUE POUR LES PEUPLES DU TIERS MONDE

A la différence des pays d'Europe de l'Est, le régime de Castro ne devait nullement son existence à la présence de ces quelques milliers de militaires que l'URSS retire aujourd'hui. Il la devait à la révolte paysanne sur laquelle s'étaient appuyés Castro et son équipe contre la dictature honnie de Batista.

C'est ce qui faisait sa force, et qui explique l'acharnement des Etats-Unis depuis 30 ans contre lui. Mais sa faiblesse réside dans les limites dans lesquelles les directions nationalistes du Tiers Monde ont contenu de fait l'immense vague de révolte qui a ébranlé, dans les quinze années qui ont suivi la Seconde Guerre mondiale, sur toute la planète, les pays coloniaux et semi-coloniaux.

Le régime castriste a représenté pour beaucoup un progrès dans l'éducation, la santé, le niveau de vie. Mais Cuba n'a pas échappé pour autant au sort des autres pays du Tiers Monde. Et le régime politique y est devenu rapidement une dictature basée sur l'armée, avec son parti unique, ses prisons pour opposants, ses arrivistes et sa corruption.

Mais ce n'est pas cela qui lui vaut l'hostilité irréductible des USA. C'est parce que Castro bénéficie encore, malgré cela, aux yeux de millions d'opprimés d'Amérique latine de l'auréole que lui avait donnée, il y a trente ans, son opposition résolue à l'impérialisme américain que les Bush et Baker tiennent encore aujourd'hui à sa chute.

Olivier BELIN

L'"INTERPOSITION" HYPOCRITE DES DIRIGEANTS IMPÉRIALISTES

La guerre entre les nationalités gagne jour après jour en étendue en Yougoslavie. L'armée fédérale, précédée ou suivie par des groupes paramilitaires serbes, occupe une portion croissante des parties de la Croatie qui comptent d'importantes minorités serbes, voire au-delà. Cette guerre interne, une sale guerre dont la population est plus victime qu'actrice, se traduit par un nombre croissant de morts, par des villages vidés, ici de leurs habitants croates, là de leurs habitants serbes, quand ce n'est pas des deux, fuyant des bombes qui ne font pas la distinction.

Depuis l'ouverture des hostilités, l'activité économique de la Yougoslavie, déjà pauvre et atteinte de longue date par la crise économique, a encore chuté de 35%. Mais ce chiffre global, avancé par la Commission européenne de Bruxelles, ne rend pas compte de l'arrêt plus ou moins complet de l'activité économique, directement touchée par la guerre, les destructions et l'aggravation de la rupture des liens entre les différentes régions du pays. Et les hostilités ethniques continuent à s'étendre, atteignant de plus en plus la Bosnie-Herzégovine, à la population plus bigarrée encore que les zones de la Croatie comptant des minorités serbes où la guerre fait rage.

Ainsi, la Yougoslavie devient de plus en plus le terrain de manœuvre de bandes nationalistes rivales - parmi lesquelles il faut de plus en plus compter l'armée fédérale elle-même, dont les interventions en faveur de l'unité de la Yougoslavie sont de plus en plus fortement teintées de partialité en faveur des Serbes - le nationalisme de plus en plus sanguinaire des uns donnant prétexte au nationalisme similaire des autres.

QUELLE "CONCILIATION" ?

Les puissances impérialistes européennes, politiquement et matériellement intéressées, de plus en plus inquiètes d'une situation en train d'exploser sur leurs frontières, envoient délégation sur délégation. Le 1er juillet dernier, lorsqu'ils sont intervenus pour la première fois, les diplomates allemands, français, anglais ou hollandais se sont encore permis de se féliciter de l'"efficacité" de leur intervention. Plus maintenant.

Devant l'impuissance manifeste de leurs "missions de conciliation", même assorties de menaces économiques, les voilà en train de discuter de l'envoi d'une *"force d'interposition"*. La discussion autour de cette question va alimenter les prochains bavardages des organismes européens, voire probablement de l'ONU. Mais derrière un souhait commun - et inefficace - de "calmer le jeu" en Yougoslavie, les sourdes oppositions d'intérêts économiques et politiques dans la région commencent déjà à se manifester. L'Allemagne - et l'Autriche - fortement impliquées en Slovénie et en Croatie, prônent l'envoi de *"forces d'interposition"*, destinées à protéger en fait l'indépendance ou,en tout cas, l'autonomie slovène et croate. La Grande-Bretagne y est pour le moment catégoriquement opposée, de même que semble-t-il l'Italie, qui en revanche serait fin prête à accueillir sur la côte adriatique les 50 000 réfugiés prévisibles si la guerre civile continue de s'aggraver. Enfin, la France, avec une position hypocrite dont elle s'est fait une spécialité, se déclare pour l'envoi d'une *"force de maintien de la paix"*, mais à la condition que *"toutes les parties concernées l'acceptent"*.

Mais le hic, c'est que "toutes les parties concernées" ne l'acceptent pas.

Les dirigeants nationalistes slovènes et croates s'en montrent de chauds partisans. Plus même : manifestement, la stratégie du gouvernement croate, incapable - pour le moment en tout cas - de vraiment entraîner sa population dans une guerre de résistance réelle contre l'armée fédérale, vise surtout à développer une activité militaire suffisante pour forcer les puissances occidentales à reconnaître l'indépendance de la Croatie et de la garantir, comme de garantir ses frontières actuelles.

Les dirigeants nationalistes serbes, forts de la présence d'importantes minorités serbes en République croate, forts surtout de l'appui de l'armée fédérale, sont en revanche violemment hostiles à une intervention étrangère. C'est sur ce terrain qu'ils viennent d'organiser une manifestation de protestation à Belgrade, avec pour cibles l'Allemagne et l'Autriche, dont les organisateurs de la manifestation n'avaient pas grand mal à souligner les visées impérialistes dans la région et à rappeler des souvenirs historiques pas si anciens que cela.

Les dirigeants des puissances impérialistes européennes sont en tous les cas avertis qu'en intervenant en Yougoslavie, leurs soldats, sous casque européen ou sous casque bleu, n'y trouveront pas que des amis.

UN LOURD PASSE D'INTERVENTION

L'avenir dira si l'idée de "forces d'interposition" quittera les salles de débats des institutions européennes ou "onusiennes". Mais ce n'est sûrement pas de ce côté que les peuples de la Yougoslavie trouveront la justice ou même seulement la paix.

Ces puissances impérialistes sont, sans doute, intéressées par le rétablissement de l'ordre. Comme dans le passé. C'est au nom du maintien de l'ordre que les puissances impérialistes ont appuyé, au siècle dernier et au début de celui-ci, deux des plus anachroniques des empires, celui des Habsbourg autrichiens et celui des sultans turcs, qui dominaient le gros des peuples de l'actuelle Yougoslavie et qui en ont fait deux immenses prisons pour les peuples. C'est encore pour assurer l'ordre - et pour dresser une barrière contre la révolution prolétarienne qui menaçait en 1918-1919 du côté de la Russie soviétique et du côté de la Hongrie - que la France, l'Angleterre et les Etats-Unis impérialistes ont subordonné les peuples yougoslaves à la monarchie réactionnaire des Serbes. C'est encore au nom de l'ordre, mais cette fois de l'Allemagne nazie, que Hitler a livré une grande partie de la Yougoslavie actuelle - la Croatie, mais aussi la Bosnie-Herzégovine - au régime fascisant croate des Oustachis, en se partageant le reste avec l'Italie fasciste.

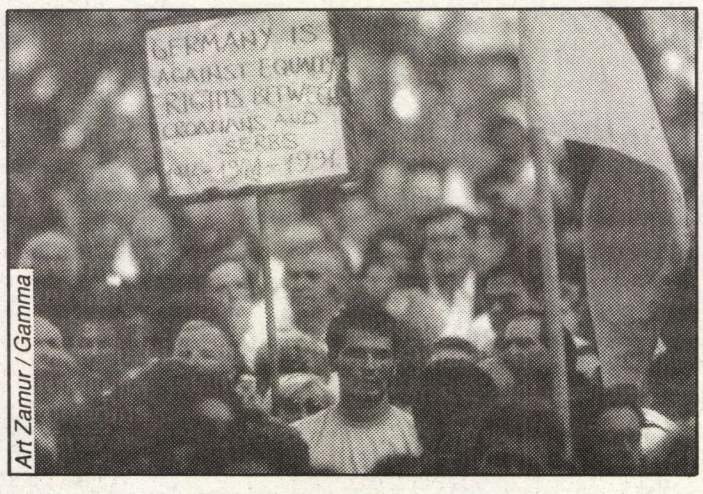
Les peuples de la Yougoslavie ne peuvent attendre des puissances impérialistes qui se penchent sur leur sort que, soit de l'impuissance, soit l'oppression et l'aggravation des rivalités nationales du fait des rivalités entre ces puissances.

Pour les classes exploitées de la Yougoslavie, opprimées hier, toujours opprimées mais de surcroît dressées les unes contre les autres aujourd'hui, il n'y a pas de "sauveur suprême" parmi les puissances impérialistes. Ou bien le mouvement ouvrier retrouve vigueur et combativité sur le terrain politique, apprend à diriger ses coups contre les classes privilégiées locales et leurs tutrices impérialistes, apprend à intervenir au nom de la communauté d'intérêts de tous les travailleurs par-delà les nationalités, tout en s'opposant à toutes les formes d'oppression nationale ; ou alors, la Yougoslavie continuera à s'enfoncer dans une guerre infâme où ses peuples n'ont rien à gagner mais beaucoup à perdre.

Georges KALDY

(AFP)

Les soldats serbes de l'armée fédérale, en Croatie orientale, évacuent un blessé.



Art Zamur / Gamma

Manifestants serbes devant l'ambassade d'Allemagne à Belgrade.

ABRAHAM SERFATY LIBÉRÉ ... ET EXPULSÉ

(AFP)

«Leur» ami le roi, le despote marocain Hassan II, l'ami des bourgeois et des politiciens français, a finalement été contraint de faire une concession, lui qui il y a un mois encore proclamait à la télévision française que – foi de roi ! – Abraham Serfaty ne serait jamais libéré, du moins tant qu'il n'accepterait pas de reconnaître que le Sahara occidental – cette ex-colonie espagnole revendiquée par le Maroc – est de toute éternité terre marocaine, et que les Sahraouis, en bon marocains qu'ils sont supposés être, doivent faire allégeance au monarque...

Cédant à la demande de ses amis les bourgeois français et américains qui le pressent depuis quelque temps de veiller à son image de marque et de donner un air un peu plus respectable à sa tyrannie, Hassan II a choisi de libérer UN prisonnier politique parmi tous ceux qui emplissent ses geôles : le plus connu d'entre eux, un opposant politique de longue date, membre du Parti Communiste, puis fondateur du groupe d'extrême-gauche (marxiste-léniniste) Ilal Amam en 1970.

Le roi s'est déjugé. Et cela bien que Abraham Serfaty – comme il a tenu à le préciser dès son arrivée à Orly – ne se soit jamais renié. Le roi n'a pas obtenu qu'il revienne sur ses convictions, entre autres celle que c'est aux Sahraouis de choisir eux-mêmes s'ils veulent être ou non marocains.

Evidemment le roi a cherché à sauver la face.

Les services secrets marocains auraient découvert – après près de 20 ans ! – qu'Abraham Serfaty serait brésilien. Un mensonge qui n'a même pas pour lui d'être neuf. Déjà en 1952, la police française du Protectorat avait inventé ce prétexte pour expulser l'opposant anticolonialiste Abraham Serfaty qui militait alors pour l'indépendance du Maroc et du Maghreb. Le dictateur contraint de reculer ajoute le bouffon au sordide ! Autant pour l'image de marque.

La libération d'Abraham Serfaty est un encouragement à tous ceux qui militent contre la dictature du roi «Hassassin». D'autant plus même qu'il s'agit d'un opposant que le roi n'a pas pu faire taire, et que ni les tortures ni les années de prison n'ont amené à se renier.

Mais un prisonnier libéré ne fait pas la liberté pour autant. Il reste des centaines de détenus politiques au Maroc, 750 selon l'Association des Droits de l'homme au Maroc, et plus de 800 civils Sahraouis parqués dans des bagnes en plein désert. Et les conditions de détention pour tous ces détenus d'opinion sont beaucoup plus dures que pour Serfaty et ses compagnons qui étaient, selon ses propres termes, «la vitrine».

Malgré la libération d'Abraham Serfaty qui s'ajoute à celle d'une quarantaine de détenus cet été, les prisons du royaume sont toujours pleines et la répression sanglante des émeutes de la misère, qui ont secoué les grandes villes du pays cet hiver, a été l'occasion d'entasser récemment de nouveaux emprisonnés.

Le roi espère sans doute en libérant un prisonnier célèbre, modifier l'image du régime à l'extérieur, sinon au Maroc même où les journaux qui parlent de cette libération ont été interdits. Il espère peut-être ainsi acheter une place dans le concert des nations qui se prétendent démocratiques. Comme à l'ONU où le Maroc a pris l'initiative de lancer un projet de conférence pour les Droits de l'homme. Il faut le faire !...

Hassan II doit aussi faire quelques manœuvres d'approche pour obtenir une place dans la Communauté Economique Européenne où ses concurrents directs, comme l'Espagne ou la Grèce, argumentent qu'eux ont dû payer leur entrée d'une certaine démocratisation.

Alors Hassan II a fait un geste... mais il espère bien en échange que les hommes d'Etat, français et américains, et leurs capitalistes continueront à le protéger, lui, et son régime sanglant qui les aide si bien à piller le pays.

Cécile BERNIER

LE S
AUX S

Après 16 ans de conflit armé, un intervenu au Sahara Occidental, e Sahraouis auraient à choisir entre devrait avoir lieu au début de l'ann

Tout cela reste encore au conditi déjà été accepté voilà dix ans, l'Organisation des Etats Africains guerre de plus belle. Et il n'est pas dans les sables pour un morceau France et riche en phosphates il e par des populations nomades sah des frontières du Sahara algérien

DES FRONTIÈRES TRACÉES PAR LES COLONISATEURS

Frilet

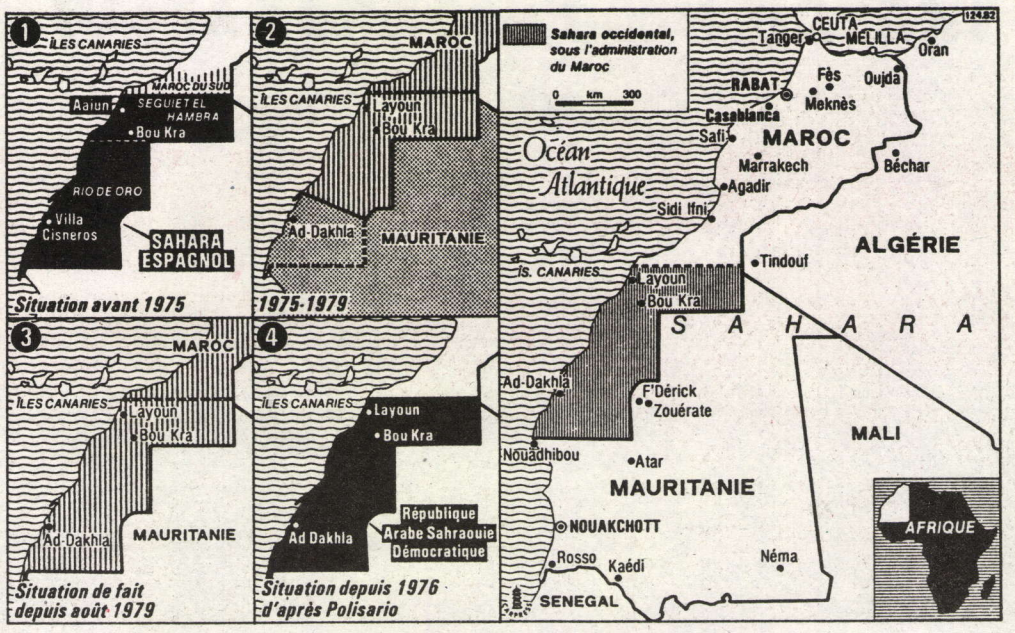
Ce sont les colonisateurs français et espagnols qui ont dessiné les frontières qui découpent le Sahara entre Algérie, Maroc et Mauritanie. Et cela en raison, non du droit de tel ou tel peuple, mais du rapport entre les puissances coloniales (France et Espagne) et ensuite, pour la France du moins, en fonction des aléas de la décolonisation. En effet, l'impérialisme français, lorsqu'il accorda l'indépendance au Maroc en 1956 (de même qu'à la Tunisie) pour isoler l'Algérie alors encore en lutte pour l'indépendance du reste du Maghreb, ne céda au Maroc qu'une petite partie du Sahara. L'impérialisme français garda la plus grosse partie sous son contrôle, espérant alors encore que, même en cas d'indépendance de l'Algérie, il pourrait maintenir sous protection militaire française les richesses en pétrole (entre autres) du Sahara, indépendant ou pas. Cela ne se réalisa pas. Le FLN algérien emporta avec l'indépendance, le maintien du Sahara, ou de ce qu'il en restait, dans l'Algérie.

Quant à la partie occidentale du Sahara, alors occupée par les troupes espagnoles, et déjà revendiquée par le royaume marocain, une organisation nationaliste, le Front Polisario, créée en 1973, en revendiquait l'indépendance. Lors du départ des derniers soldats espagnols, en février 1976, le Front Polisario proclama la République Arabe Sahraouie Démocratique, la RASD, alors que la Cour de la Haye, tribunal des grandes puissances, préconisait déjà un référendum, dès 1975.

Le Maroc appuie donc ses revendications sur une partie du Sahara sur le fait qu'une fraction de ces territoires lui avaient été arrachés aux temps du colonialisme. A regarder la carte, il semble d'ailleurs logique que ce bout de désert, peu peuplé, dont l'indépendance serait économiquement bien peu viable, soit rattaché à l'Etat peuplé le plus proche, c'est-à-dire le Maroc. Mais surtout, il aurait été souhaitable que les divisions créées par l'impéria-

SAHARA SAHRAOUIS

**essez-le-feu sous l'égide de l'ONU est
n référendum, aux termes duquel les
dépendance ou l'intégration au Maroc,
1992.
nel, car le principe du référendum avait
1981, par le même Hassan II devant
ais il n'en avait pas moins continué la
ncore dit qu'il en soit fini de cette guerre
le désert, grand comme la moitié de la
vrai... mais peu peuplé et principalement
uis, les mêmes que celles de l'autre côté
de la Mauritanie.**



La "Marche Verte". (AFP)

lisme s'emparant des territoires de l'Afrique soient balayées avec la décolonisation, et qu'une unité politique au moins des cinq Etats du Maghreb (Algérie, Tunisie, Maroc, Libye, Mauritanie) voie le jour : discuter auquel de ces Etats le Sahara Occidental devait être rattaché n'aurait alors plus eu de sens.

Malheureusement, cette unité ne s'est pas faite. D'autre part, les régimes mis en place dans le cadre de la décolonisation telle que l'impérialisme français a réussi à l'imposer, ont été de véritables dictatures ; Mohammed V puis Hassan II au Maroc ont été de véritables tyrans de leur peuple et des autres peuples qui pouvaient être mis sous leur coupe. Alors une partie de ces peuples, se servant des anciennes frontières mises en place par l'impérialisme, ont tenté d'échapper à la dictature d'Hassan II, quitte à vouloir maintenir une entité nationale qui aurait dû être dépassée. Cela se comprend, même si ce faisant ils tombaient peut-être sous l'emprise d'une autre dictature, sahraouie, ou de l'Etat algérien, pas plus démocratique ; mais c'était en tout cas à eux d'en décider.

LA "MARCHE VERTE"

C'est Hassan II, en orchestrant la «Marche Verte» en novembre 1975, au cours de laquelle 350 000 Marocains embrigadés derrière le drapeau national et le Coran à la main franchirent la frontière du Sahara, qui déclencha la guerre contre les Sahraouis. L'opération de la «Marche Verte» exaltant le nationalisme marocain et l'Islam, permettait à la monarchie contestée d'Hassan II de dévoyer les aspirations populaires vers la guerre de reconquête des «provinces» du sud.

Le Sahara marocain devint le dogme du régime incontestable et incontesté de tous, sauf du groupe d'extrême - gauche «Ilal Amam» d'Abraham Serfaty, qui se déclarait et se déclare toujours, malgré les emprisonnements et les tortures, pour le droit à l'autodétermination du peuple sahraoui. Tous les autres partis, y compris ceux qu'on peut appeler «l'opposition de Sa Majesté», Parti Communiste Marocain compris, adoptèrent le principe de la «marocanité» du Sahara comme un principe fondateur du régime, tout comme ils avaient admis auparavant le principe monarchique et celui de l'Islam comme religion d'Etat. Ils abandonnaient ainsi à la vindicte royale des opposants, les seuls qui, même si c'était pour des objectifs discutables, osaient se dresser les armes à la main contre la dictature détestée d'Hassan II.

C'est du côté de l'Algérie que le Front Polisario trouva soutien et aide, d'autant plus qu'entre Algérie et Maroc, la question des frontières non résolue depuis l'indépendance avait déjà provoqué plus d'un conflit. Mais en 1988, l'Algérie et le Maroc ont rétabli leurs relations diplomatiques, les Sahraouis étant implicitement la monnaie d'échange.

UN RÉFÉRENDUM DONT HASSAN II NE VEUT QUE S'IL LUI ASSURE LA MAJORITÉ

Aujourd'hui, l'ONU débarque quelques troupes pour «contrôler» le cessez-le-feu et la préparation du référendum. Mais Hassan II n'a accepté ce référendum que du bout des lèvres. Dans les quelques semaines, les quelques jours qui ont précédé le cessez-le-feu, son armée a mené de violentes attaques contre des villages sahraouis, terrorisant la population civile, femmes et enfants, pour les faire fuir de l'autre côté de la frontière.

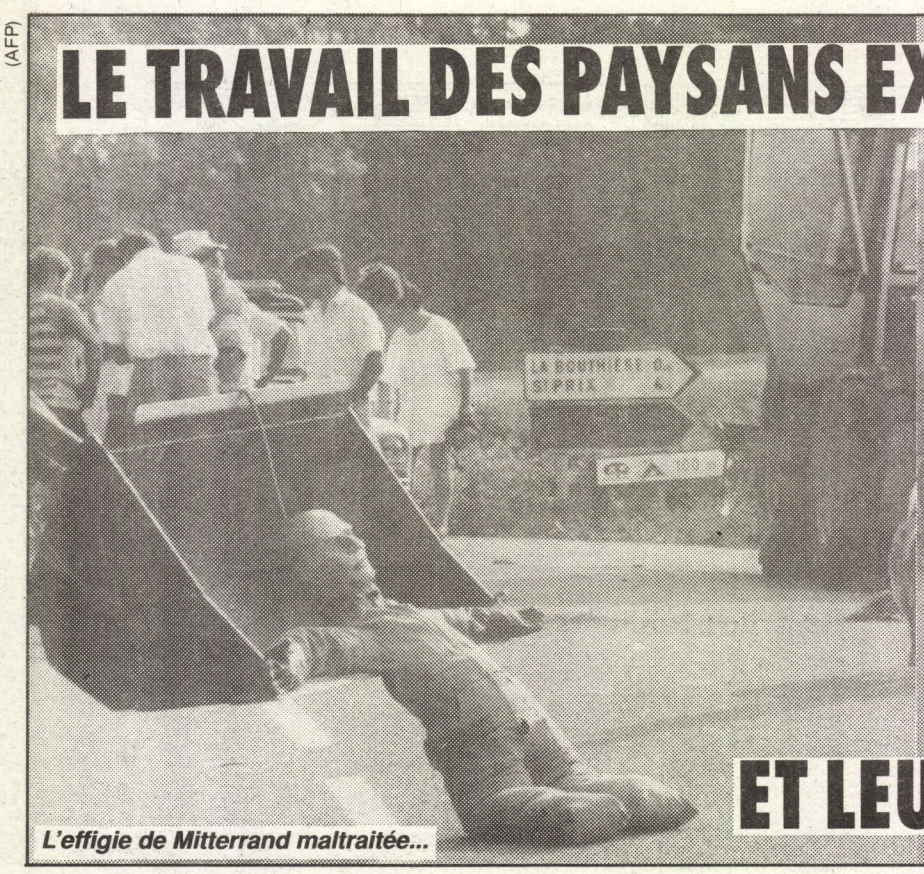
Les partis politiques marocains et les ministres proclament à qui veut les entendre que le référendum est inutile et que le Sahara est marocain de toute éternité. Et si les armes se sont effectivement tues du côté du Front Polisario, il n'est pas exclu que l'armée d'Hassan II ne se livre encore à quelques raids terroristes contre d'éventuels opposants. Car le régime marocain, pour l'instant, maintient sur place une armée nombreuse qui continue de garder les quelque 2 000 km de mur de sable, ce mur truffé d'engins militaires et électroniques de toute sorte, destiné à contenir les Sahraouis de l'autre côté de la partie «utile» du Sahara, c'est-à-dire loin des mines de phosphates, du chemin de fer et des villes côtières peuplées de militaires et de fonctionnaires marocains. Quant à ces derniers, leur nombre risque de s'accroître encore, histoire d'assurer une large majorité à Hassan II si le référendum finit par avoir lieu.

C'est cela que dénonce le Front Polisario qui réclame le retrait des troupes marocaines, la libération des prisonniers sahraouis que détient toujours Hassan II dans ses bagnes et la possibilité pour les populations sahraouies, refoulées par la guerre dans le désert aux confins de l'Algérie ou de la Mauritanie, de revenir. Cette population a été si balayée, laminée par la guerre, qu'il est aujourd'hui difficile d'en définir le nombre. Pour le gouvernement marocain, les Sahraouis seraient 180 000, et 250 000 pour le Front Polisario. Ce qui est peu de toute façon.

Même si l'indépendance du Sahara Occidental finit par être reconnue, ce ne sera qu'un Etat pauvre de plus, que sa faible population rendra d'autant plus dépendant des Etats voisins ou de l'impérialisme. Mais on comprend que les Sahraouis ne se résignent pas, autrement que contraints et forcés, à accepter les prétendues «solutions» des grandes puissances qui ne sont autres que les ex-puissances coloniales, ni à se plier à la dictature marocaine mise en place et appuyée par ces mêmes grandes puissances. Et cela en dit long sur la pseudo-liberté que les prétendues démocraties occidentales laissent à leurs ex-peuples coloniaux !

Cécile BERNIER

LE TRAVAIL DES PAYSANS EXPLOITÉ PAR LES BANQUES



(AFP)

L'effigie de Mitterrand maltraitée...

(AFP)

La police aspergée de purin.

ET LEUR MÉCONTENTEMENT PAR LA DROITE

Mitterrand et quelques-uns de ses ministres ont dû renoncer à leurs déplacements campagnards de la mi-septembre. Les éleveurs en colère étaient sur les routes et, comme l'a dit Jospin : *"On ne peut pas discuter sous les jets de purin".*

Il faut croire toutefois que le purin est plus efficace que la salive des dirigeants syndicaux agricoles dépassés par leurs troupes, puisque les éleveurs ont, dès le lendemain de ces manifestations, obtenu 50 millions de francs de crédits d'urgence de la part du ministre de l'Agriculture.

Les éleveurs, comme c'est le cas de la plupart des catégories d'agriculteurs aujourd'hui, ne sont pas majoritairement dans la gêne. Les petits paysans ont, en majorité, disparu depuis longtemps des campagnes françaises. Les exploitants qui manifestent le font parce que les prix qui leur sont payés à la production ne suffisent pas à compenser les remboursements d'emprunts bancaires et tous leurs investissements. Leur mécontentement est celui de petits patrons malmenés par plus fort qu'eux : les grossistes et industriels de l'agro-alimentaire, les banquiers.

La hausse du prix au détail de la viande rouge a été en un an de 1,2%. Mais dans le même temps le prix moyen des bovins achetés aux éleveurs a chuté de 11%. La différence est passée dans la poche des intermédiaires, c'est-à-dire dans ce cas principalement des grandes surfaces qui commercialisent 58% de la viande. Comme, de surcroît, la baisse du pouvoir d'achat des salariés du bas de l'échelle les a conduits à réduire leur consommation, les éleveurs sont, d'une certaine façon, victimes sinon des mêmes maux du moins du même capital que les travailleurs salariés.

Mais ce n'est pas aux banques, aux grossistes et au capital que les manifestants paysans s'en prennent généralement. La manifestation de tous les agriculteurs prévue pour le 29 septembre à Paris, soutenue par les partis de droite, se déroulera sous la bannière de la défense de l'agriculture. Un mythe qui revient à unir les intérêts pourtant bien différents, sinon divergents, des gros céréaliers prospères habitués des subventions gouvernementales grâce aux prix garantis à l'exportation et des moyens exploitants qui ne réussissent pas toujours à tirer leur épingle d' un jeu inégal.

P. V.

La CEE et les pays de l'Est

LES EMBARRAS DU GOUVERNEMENT FRANÇAIS

Si lors de son allocution du mercredi 11 septembre, Mitterrand a confirmé le refus de la France d'aller trop rapidement vers une Europe élargie à l'Est et, plus prosaïquement, d'ouvrir un peu plus largement la CEE aux importations de viande bovine et ovine provenant de Tchécoslovaquie, de Hongrie et de Pologne, il semble que le gouvernement français cherche aujourd'hui à adoucir sa position. Pris entre des pressions contradictoires, il n'en finit pas de manœuvrer laborieusement.

En effet d'un côté il y a les éleveurs français qui protestent contre la déprime du marché de la viande bovine et ovine qui se traduit par une accumulation de stocks et une chute des cours et de leurs revenus. Mais de l'autre il y a aussi, de la part de tous ceux qui en France rêvent d'exporter ou d'investir vers les pays de l'Est, la crainte de voir les dirigeants de ces pays leur préférer les capitalistes de pays plus accueillants pour leurs produits agricoles. Et le slalom est d'autant plus glissant d'ailleurs que l'opposition prend fait et cause pour un élargissement de l'Europe vers l'Est !

Au point que Chirac, qui s'effrayait il n'y a pas si longtemps de l'élargissement de la CEE à l'Espagne ou au Portugal, n'a pas craint de donner dans le lyrisme en déclarant : *Il est impensable que par égoïsme et par manque de vision de l'histoire, nous remplacions le mur de Berlin par un nouveau mur qui serait celui de l'argent".*

Les marchandages, les polémiques politiciennes, les va-et-vient contradictoires n'ont sans doute pas fini dans cette Europe où les représentants de chaque Etat rêvent, non pas d'abolir les frontières dépassées, mais de les rendre poreuses vers l'extérieur en même temps qu'imperméables aux produits venus de l'extérieur. Et si la construction du grand marché européen "unifié" promise pour 1993 s'avère si chaotique dans tous les domaines, si la marche vers une monnaie unique s'enlise, c'est bien parce que l'économie de marché dont les tenants du capitalisme se vantent tellement est synonyme, entre autre chose, d'échange inégal entre les pays et d'injustices sociales que les dirigeants du monde capitaliste sont bien incapables de maîtriser.

H. M.

Les mesures de Quilès pour le logement

CADEAUX AUX PROMOTEURS SANS ABRI

Parmi les réductions fiscales inscrites au projet de budget de 1992, le gouvernement a décidé ce qu'il appelle des mesures d'aide au logement. Voilà pour l'étiquette, mais à l'intérieur du paquet, c'est - on s'en serait douté - d'un cadeau aux promoteurs qu'il s'agit.

Depuis plus d'un an, appartements et maisons se vendent mal, notamment en région parisienne. Voilà déjà bien longtemps en effet que ceux qui n'ont pas de logement n'ont plus les moyens d'acheter, même en se surchargeant d'emprunts. Et plus récemment les riches clients se sont aussi mis à faire défaut. Car, la hausse des prix des appartements qui avaient flambé de 1986 à 1990, s'étant provisoirement arrêtée, les perspectives de gains par une revente rapide se sont envolées. Les bourgeois, petits, moyens et grands, ont donc pour l'instant cessé de spéculer sur "la pierre" comme ils disent.

Du coup, les promoteurs et les banques qui travaillent avec eux, se retrouvent avec des appartements et des terrains sur les bras. Ils devenait donc urgent de secourir ces malheureux.

Le gouvernement, n'écoutant que son bon cœur dès lors que les plaintes viennent non pas d'en bas mais d'en haut, a décidé de doubler l'avantage fiscal accordé aux petits bourgeois qui achètent un logement neuf pour le louer. Un couple qui voyait ses impôts réduits de 30 000 francs deux années de suite pourra à l'avenir obtenir cet avantage pendant quatre ans. Pour cela il lui faudra acheter, non plus un mais deux appartements valant chacun au moins 600 000 francs. Et s'engager à les louer durant seulement six ans... au prix du marché, c'est-à-dire fort cher.

Inutile de dire que cela ne logera pas les sans-abri. En revanche, cela profitera un peu aux commerçants, médecins ou autres, aux petits et grands bourgeois, qui se laisseront tenter par une réduction de leurs impôts. Et surtout cela rendra un grand service aux bétonneurs ainsi débarrassés de leurs coûteux appartements, des logements bâtis à la place de vieux immeubles dont on a jeté à la rue les occupants à revenus modestes.

L'aide au logement, c'est comme l'aide à l'emploi : l'Etat finance ceux qui licencient ou expulsent. En prétendant que comme tout ira mieux demain ou après-demain. Pas besoin de demander pour qui...

Pierre VERNANT

GEC-Alsthom (Le Bourget - 93)

CONTRE LES LICENCIEMENTS, COUP DE COLÈRE À L'USINE

Depuis qu'en juin dernier la direction a annoncé son plan de licenciements (350 suppressions d'emplois dont 151 au Bourget sur 800 salariés) nous avons débrayé à plusieurs reprises et fait deux jours de grève totale.

La dernière, le 4 septembre, jour du CCE qui devait confirmer le plan de licenciements, nous avons informé les habitants du Bourget et les usagers du RER en... retenant légèrement les trains, le temps de distribuer un tract et d'y faire une prise de parole pour expliquer notre situation. Cela a mis une belle pagaille à la SNCF mais les gens comprenaient.

La semaine dernière, les camarades menacés de licenciement ont commencé à être convoqués un par un, par les chefs d'atelier. Beaucoup ont entre 40 et 50 ans avec 20, 30 ans d'ancienneté. La colère a explosé, alors que le directeur préférait s'absenter de l'usine pour quelques jours... Devant sa fuite vendredi 13, des cadres et des chefs d'atelier ont été délogés (certains manu militari) de leur bureau pour être regroupés dans celui du directeur et en ont entendu de belles. Certains de ces messieurs qui faisaient tranquillement et en conscience le sale boulot d'annoncer les licenciements ont eu une belle trouille ! Mais lundi 16 la ronde des convocations reprenait.

La direction nous a proposé 50 à 60 000 F de prime sous forme "d'aide au reclassement", ce qui a fait dire à un ouvrier de 44 ans, 22 ans d'ancienneté : *"22 ans au grattage, 6 briques au tirage et 2 ans au chômage derrière..."* Un autre comparait le *"pourboire royal de 50 000 F pour 11 ans dans la chaleur de 35°, l'amiante, la soie de verre..."* au *"50 à 80 millions d'anciens francs des hauts cadres partis en FNE"*.

Bref, l'écœurement et la colère sont forts, d'autant qu'au-delà de ces 151 licenciements, c'est la fermeture de l'usine et le licenciement des trois quarts des salariés qui sont programmés. Et nous sommes nombreux à n'avoir aucunement l'intention de nous laisser virer comme des malpropres !

Correspondant LO

Biscuits Belin (Evry)

(Arc.)

JEUNE NE VEUT PAS DIRE FLEXIBLE

Depuis jeudi 12 septembre, les vingt ouvriers de production de l'atelier "chipsters" de l'usine Belin d'Ivry sont en grève. La direction, en mettant fin à la mission d'un intérimaire qui travaille dans cet atelier depuis 4 mois et à qui on avait promis l'embauche, est à l'origine du conflit. Cette façon de procéder n'est pas nouvelle de la part de la direction mais cette fois son sale coup n'est pas passé.

Grévistes depuis le jeudi en question, nous ne sommes pas restés inactifs : nous avons rédigé des affiches destinées à informer le reste de l'usine, fait un tract et fait signer une pétition. L'immense majorité des travailleurs de l'usine s'est montrée solidaire de notre lutte en signant massivement la pétition et en marquant ouvertement sa sympathie, mais pour l'instant la grève reste cantonnée aux "chipsters".

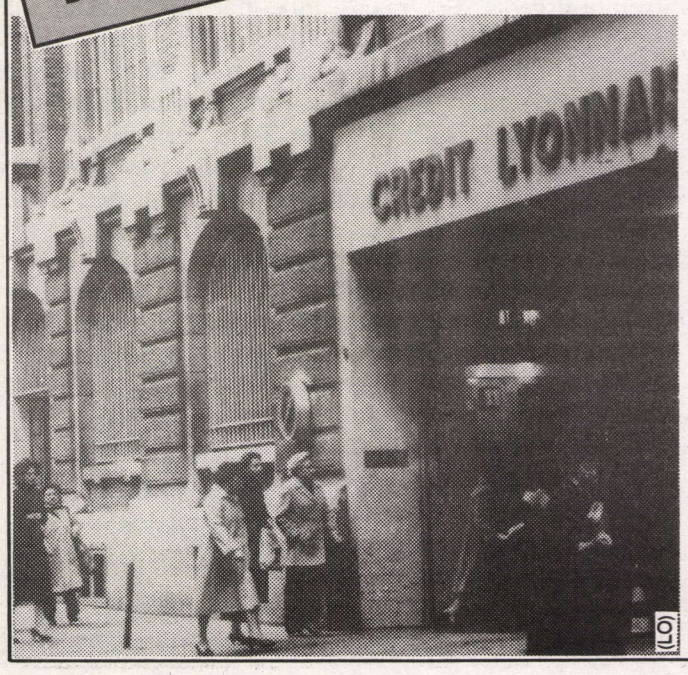
En ce moment, à Belin, c'est une période d'embauche où de nombreux jeunes passent dans l'usine - et une partie seulement est embauchée. La direction espérait peut-être que ce seraient des jeunes bien dociles et courbant l'échine par peur du chômage, mais la grève des chipsters, dans laquelle la majorité des grévistes est composée de jeunes travailleurs, prouve que la direction a tout faux !

Lundi 16 septembre, à la suite d'une entrevue des grévistes avec la direction, l'attitude arrogante des patrons, campant sur leur position en refusant l'embauche de notre camarade, n'a fait que durcir notre conviction. La grève continuait donc.

Correspondant LO

RETRAITES

AUX BANQUIERS DE PAYER



Jeudi 11 septembre, l'Association française des banques (AFB) et les fédérations syndicales ont tenu la première d'une série de réunions consacrées aux retraites.

Il y a quelque temps, l'AFB annonçait que les patrons renonçaient - pour le moment - à dénoncer la convention collective.

Mais, c'est bien connu, les banquiers ne lâchent jamais d'une main sans essayer de récupérer de l'autre. Et ils ont aussitôt annoncé qu'il faudrait revoir le système des retraites ; car, expliquent-ils, vu l'allure de la pyramide des âges, dans quelques années le personnel bancaire en activité ne sera pas en nombre suffisant par rapport au nombre des retraités.

Derrière tout cela, les banquiers ont bien sûr comme perspective d'augmenter notablement les cotisations payées par les salariés. Ils ne manquent décidément pas d'air !

Car qui a décidé de la politique d'embauche (et donc de l'allure de la pyramide des âges), sinon les banquiers ?

Et qui a choisi, depuis des années, de diminuer les effectifs et de bloquer les salaires, sinon les banquiers ?

L'insuffisance des cotisations-retraite vient de là. Des effectifs accrus et de meilleurs salaires, c'est cela qui permettrait une masse de cotisations plus conséquente.

Mais les banquiers tentent le coup : ils arrivent le bec enfariné (et pourquoi pas la larme à l'œil ?) pour nous dire : "Il n'y a plus de quoi assurer les retraites, vous allez devoir payer".

Parce qu'ils manquent d'argent, peut-être ?

Le Crédit Lyonnais - par exemple - a des milliards pour prêter à Parretti ou à Tapie, pour acheter (via Altus Finance) une montagne d'«obligations pourries» aux Etats-Unis, et il n'y en aurait pas pour les retraites ? Allons donc !

Ou les banquiers sont irresponsables, ou ils se moquent du monde. Et très probablement les deux.

En tout cas, nous ne devons pas marcher dans leurs combines piégées.

Correspondant LO

(ARC)

(ARC)

A la SNCF ce sont toutes les catégories de personnel qui ont le même "patron" et les mêmes intérêts.

UNE GRÈVE SUR L'AIGUILLAGE DU CORPORATISME

A la SNCF, les syndicats CGT, CFDT, FO et CFTC ont déposé un préavis de grève national pour la journée du 19 septembre. Ce jour-là, les organisations syndicales devaient être reçues par la direction qui doit faire de nouvelles propositions concernant une réforme de la «filière traction», et elles entendent peser sur les négociations par cet appel.

Cette fois, contrairement au précédent mouvement qui date du 24 mai, à propos de la grille des salaires, les fédérations syndicales n'appellent que les seuls conducteurs, soit moins de 10 % de l'ensemble du personnel. La CGT n'a fait qu'évoquer la possibilité d'une heure de débrayage un autre jour, pour d'autres catégories. Cette fois aussi, la FGAAC, syndicat corporatiste des agents de conduite des trains, s'abstient. (Ce syndicat a rassemblé 36 % des voix aux dernières élections).

Les fédérations syndicales ont donc choisi en cette rentrée de mettre les cheminots sur une voie tout ce qu'il y a de catégorielle. Les «filières» sont une division créée de toutes pièces par la direction. Qu'elle en réforme un peu l'organisation n'est sûrement pas une raison pour proposer d'engager une lutte sur ce plan-là. Ne serait-ce que parce que dans le climat actuel, c'est bien la solidarité et l'unité la plus large qui auraient une chance d'impressionner la SNCF et derrière elle, le gouvernement.

Pour ce qui est des conducteurs, la direction prévoit de permettre aux conducteurs de manœuvre, actuellement cantonnés dans des régions bien circonscrites – gares et triages – de pouvoir rouler dans une région notablement étendue. Certains syndicats crient de ce fait à la «déqualification». Par ailleurs, la direction envisage de donner la possibilité à certains conducteurs en fin de carrière de faire un travail en dépôt actuellement fait par des cadres. Là, les syndicats disent craindre une possibilité de baisse des effectifs.

Réforme des filières ou pas, les effectifs ne cessent de baisser. Alors, les cheminots appelés pourront du moins exprimer leur mécontentement. Mais ce mécontentement, on l'entend tous les jours dans les discussions, c'est sur les conditions de travail, liées aux effectifs, et sur les salaires qu'il porte. Chez les agents de conduite, le mauvais état des conditions de travail provient pour l'essentiel des horaires de travail, avec des roulements fatigants, et une irrégularité incessante des horaires de travail qui mine peu à peu la santé des agents. Contre ce fléau-là, il n'y aura qu'une solution : augmenter largement le nombre d'agents.

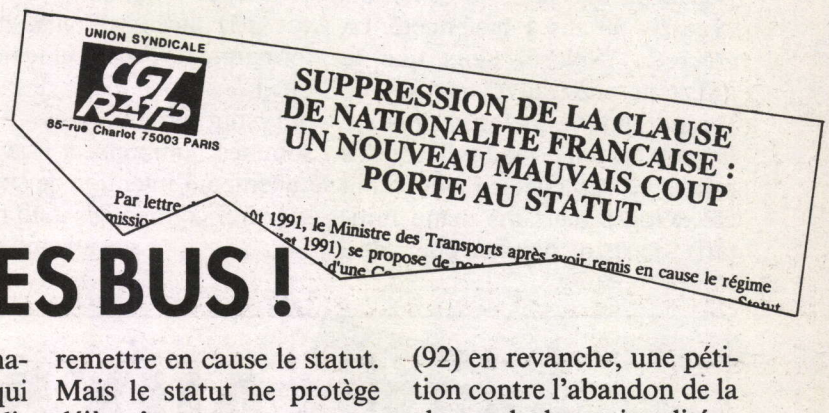
Et puis il ne faut pas oublier que cette «mobilisation» par filières met d'office de côté les travailleurs les plus exploités du chemin de fer. Tous ceux que la SNCF embauche à titre d'auxiliaires, de contractuels, avec des contrats à durée déterminée. Ils sont aujourd'hui plus de 10 000.

Tous les cheminots auraient intérêt à se retrouver ensemble pour préparer une véritable lutte, sur les salaires, sur les effectifs. Ils seraient plus forts, bien sûr. Et ils se donneraient une chance d'être suivis par d'autres travailleurs sur le même terrain. Si les fédérations syndicales font mine d'oublier ces vérités élémentaires, ce sera aux cheminots, à la base, de les faire revivre.

En attendant, il faut savoir qu'à la SNCF, comme dans bien des entreprises de ce pays, ce n'est pas l'argent qui manque. A la SNCF, c'est 10 milliards de francs de dépenses nouvelles qui ont été décidées pour chaque année à venir. Cette somme équivaudrait à une augmentation de 4 000 francs par mois pour les 200 000 cheminots... Mais rien n'est prévu côté salaires. Tout cet argent doit être absorbé par les nouveaux TGV, et se transformer en profits pour les capitalistes qui profitent du rail, les Bouygues et autres Alsthom. A moins que les cheminots s'en mêlent vraiment.

Hervé MARTIN

RATP QUAND LA CGT SE BAT POUR QUE... LES ÉTRANGERS NE CONDUISENT PAS LE MÉTRO NI LES BUS !


UNION SYNDICALE
CGT RATP
85-rue Charlot 75003 PARIS

SUPPRESSION DE LA CLAUSE DE NATIONALITE FRANCAISE : UN NOUVEAU MAUVAIS COUP PORTE AU STATUT

Par lettre ... ût 1991, le Ministre des Transports après avoir remis en cause le régime ... t 1991) se propose de ... d'une C... Statut

Sous le titre *«Suppression de la clause de nationalité française : un nouveau mauvais coup porté au statut»*, la CGT de la RATP a publié, fin août, un tract appelant le personnel *«à s'opposer de la manière la plus résolue à ce nouveau coup de force de la direction et du gouvernement»* en signant une pétition, en venant en délégation le jour où se réunissait la Commission mixte du statut. Et cette revendication était l'une de celles mises en avant lors de la grève du 13 septembre.

De quoi s'agit-il ? Suite à divers arrêts rendus par la Cour de justice européenne, la France a adopté une loi, le 26 juillet 1991, qui autorise les ressortissants de la CEE à se présenter aux concours d'entrée du secteur public.

Il s'agit, évidemment, d'une mesure avant tout symbolique : on imagine qu'il y aura assez peu d'Allemands, de Portugais, ou de Danois par exemple, qui chercheront à se faire embaucher dans les transports parisiens, de même qu'il y aura peu de Français cherchant à conduire des autobus à Londres ou à Athènes. Mais cela fait partie des mesures «européennes» dont on ne voit pas très bien pourquoi les travailleurs les rejetteraient.

Si la Cour de justice européenne demande à tous les pays de la CEE de supprimer la clause de la nationalité pour l'embauche dans le secteur public, les choses se font lentement et inégalement : si les Pays-Bas et la France ont accepté, l'Italie travaille au projet, et d'autres pays attendent, ce qui permet à la CGT d'écrire que «les clauses de réciprocité» n'ont pas été négociées avec les autres pays.

Mais le fond de la question n'est pas là : la CGT s'élève avec une virulence chauvine (ce n'est bien sûr pas la première fois) contre l'embauche possible des étrangers, en faisant remarquer qu'il existe une foule de différences entre les législations des divers pays de la Communauté à propos du service militaire (obligatoire ou pas selon les pays), du calcul des impôts, des condamnations judiciaires, etc, qui introduiraient des inégalités entre les Français et les autres. Et la CGT va même jusqu'à s'inquiéter qu'il n'y ait dans le projet aucune référence à *«une maîtrise suffisante de la langue française»*, ce qui pose... *«un véritable problème de civilisation et de société»*, comme si la RATP s'apprêtait à faire entrer des étrangers ne sachant pas lire les panneaux français, et pourquoi pas, des Anglais conduisant les autobus à gauche !

La CGT essaie de mobiliser les travailleurs sur cette affaire en prétendant que le statut est menacé. Bien entendu la direction pourrait fort bien un jour remettre en cause le statut. Mais le statut ne protège déjà même pas tous ceux – et qui ne sont pas anglais ni luxembourgeois – mais souvent français, qui travaillent comme intérimaires dans les ateliers, ou par le biais d'entreprises extérieures d'entretien.

En définitive il s'agit d'une campagne nationaliste, à la fois dérisoire (à l'heure où les capitaux circulent librement, non seulement en Europe mais dans le monde) et néfaste, car elle renforce les idées xénophobes et va dans le sens de l'extrême-droite.

Dans plusieurs secteurs de la RATP, la CGT n'a pas (ou très peu) fait circuler ce tract. Dans le dépôt de bus de Fontenay-aux-Roses (92) en revanche, une pétition contre l'abandon de la clause de la nationalité a été proposée par la CGT aux machinistes. Certains l'ont signée parce qu'ils craignent une atteinte contre le statut. La plupart ne l'ont pas signée par indifférence, et quelques agents, surtout des jeunes chez qui l'Europe est une idée acquise, ont exprimé leur hostilité envers le chauvinisme.

Qui a dit que les travailleurs n'avaient pas de patrie ? Karl Marx ? Ce n'était pas un Français celui-là !

Correspondant LO

CARMAUX (Tarn)

LES MINEURS FACE AU NOUVEAU "PLAN SOCIAL"

A Carmaux, la direction de la Houillère du Bassin d'Aquitaine veut mettre en application son deuxième "plan social". Comme au plan national, les effectifs sont en constante diminution depuis le début des années 60. Après une pause en 1982-83, le mouvement de réduction du personnel a repris et s'est accéléré. De 1575 travailleurs en janvier 1987, on est passé à 830 en mars 1988 avec le plan social précédent qui a entraîné la fermeture du fond (mi-1987) suivie de celle de la cokerie (début 1989) tandis que les travaux à la mine découverte de Carmaux débutaient fin 1986. La direction veut maintenant faire passer l'effectif de 629 à 285 d'ici fin 1992.

La Houillère a repris la stratégie de son premier plan social : de nombreux mois à l'avance - dès la fin 1990 pour un plan qui arrivera à échéance fin 1992 - elle suscite des articles de presse ou des reportages de télé parlant du gouffre financier que constituerait la continuation de l'exploitation dans les conditions actuelles. Puis vient une série de lettres individuelles, de lettres d'information, de convocations à des entretiens individuels avec les chefs de services puis des orienteurs-conseils, voire des psychologues destinés à convaincre les mineurs de la nécessité d'accepter un reclassement à l'extérieur de la mine, en général dans une petite entreprise pour un salaire voisin du SMIC avec perte des avantages en nature (chauffage, loyer...) et une indemnité variable d'un montant de l'ordre de 100 000 F.

Pour tous les travailleurs de la mine, la lutte contre les licenciements reste donc à l'ordre du jour, depuis la grève qui a eu lieu avant les congés d'été.

C'est la réception de la lettre confirmant le plan de restructuration, le 24 juin, qui avait alors provoqué l'arrêt de travail : les mineurs sont sortis de la "découverte" - la mine à ciel ouvert - avec leurs énormes engins pour aller occuper le centre du chef-lieu voisin, Albi, où ils sont restés 4 jours.

Les mouvements sont dirigés par les deux principaux syndicats, CGT et FO, qui réclament le maintien de l'activité, l'ouverture d'une deuxième "découverte", une politique de commercialisation du charbon, et affirment la rentabilité de l'exploitation. Ils semblent surtout chercher, pour l'instant, à obtenir des prises de position des conseils municipaux et des élus en leur faveur.

Un collectif d'organisations politiques et syndicales, formé antérieurement et comprenant, entre autres, le RPR, l'UDF, le PS et le PCF, qui déclare soutenir les mineurs, a organisé avec les mairies un référendum où plus de 10 000 personnes du Carmausin ont voté *"oui à la poursuite optimale de l'exploitation charbonnière sans suppressions d'emplois"* ; des réunions extraordinaires de conseils municipaux ont eu lieu, des communiqués de maires se disant solidaires des mineurs ont paru dans la presse ; le président du Conseil général lui-même - socialiste - s'est publiquement désolidarisé du gouvernement (mais depuis que les mineurs ont cessé leur grève il semble beaucoup moins les comprendre !).

Mais le gouvernement, lui, n'a pas reculé d'un pouce, il a seulement concédé la nomination d'un médiateur - un ancien administrateur des Charbonnages de France ! - au bout de seize jours de grève. Les responsables syndicaux ont aussitôt parlé de *"porte entrouverte"* qu'il fallait saisir en faisant preuve de sérieux et ils ont appelé à la reprise.

Le médiateur est alors venu et, une dizaine de jours plus tard, a rendu son rapport, conforme aux vœux du gouvernement !

A la rentrée des congés il y a toujours une certaine combativité que les syndicats canalisent en organisant presque chaque jour de ce début septembre une action surprise de 1 heure à 2 heures : en début de poste du matin les mineurs sont appelés à suivre les voitures de quelques responsables syndicaux qui les amènent sur le lieu de l'action ; là ils découvrent qu'il s'agit de couper des arbres sur la nationale (mais pas plus d'une dizaine), de déverser de la terre sur la voie ferrée, d'enfoncer les portes des bureaux de la direction, de visiter une mairie et jeter le portrait de Mitterrand à l'eau...

Ces actions ont été suivies par une large majorité de mineurs. L'objectif des syndicats est d'obtenir une réunion extraordinaire du Conseil général avec le ministre de l'Industrie. Mais ce type de démarche a déjà démontré son inefficacité à faire vraiment reculer le gouvernement, que ce soit dans le bassin de Carmaux ou ailleurs. Des entreprises qui licencient, il y en a beaucoup, à commencer par les autres bassins des Charbonnages.

Et à l'heure où les licenciements massifs font partie d'une offensive générale des patrons et du gouvernement, la politique syndicale de défense au coup par coup du poste de travail risque bien de mener les luttes des travailleurs dans l'impasse, les unes après les autres.

Correspondant LO

En juillet dernier un car de CRS s'était fait ramasser par une des pelles mécaniques de "La Découverte".

(AFP)

GEC-Alsthom (Villeurbanne)

102 LICENCIEMENTS QUI PASSENT MAL

Avec la restructuration du trust GEC-Alsthom, l'usine de Villeurbanne est concernée par le plan de licenciements actuel.

C'est le 7e plan depuis 1979. Cette fois-ci, 102 personnes sont touchées. De 2 400 personnes il y a une douzaine d'années, l'usine ne va plus compter que 900 salariés.

Les raisons des licenciements avancées par la direction ne sont même pas d'ordre conjoncturel. Le trust restructure... et chaque année, les bénéfices augmentent. A l'annonce du plan, les intérimaires étaient toujours là et des heures supplémentaires ont été effectuées jusqu'au départ en vacances, preuve que le travail ne manque pas.

La liste des licenciés a été connue vendredi 6 septembre.

Bien que les primes de départ soient ridiculement basses, il y avait des volontaires pour partir. Mais tous n'ont pas été retenus. Ainsi, à l'Usinage, des volontaires qui voulaient partir doivent rester. Par contre, ce sont des salariés insuffisamment rentables au goût de la direction, et qui auront du mal à se réinsérer, qui sont touchés.

Les deux têtes de listes aux élections professionnelles, CGT et CFDT, font aussi partie des licenciés.

Dès l'annonce de la liste des licenciés vendredi 6, le travail s'est arrêté. Lundi 9 et vendredi 13, des débrayages ont été bien suivis. Divers mouvements ont eu lieu dans différentes parties de l'usine.

Au magasin et à l'Usinage, les camarades de travail de deux ouvriers handicapés ont fait grève pour protester contre leur licenciement.

A la cantine, les serveuses ont arrêté le travail complètement depuis lundi 9. Deux d'entre elles et un serveur sont sur la liste.

Dès le lendemain, des repas froids avaient été prévus par le patron pour le personnel de l'usine ; mais en solidarité avec les grévistes, tout le monde a boycotté ces repas. Les travailleurs ont du mal à avaler les plans mijotés par la direction.

Correspondant LO.

Usines Renault

LES PATRONS DE L'AUTOMOBILE EN GUERRE CONTRE LES JAPONAIS ? PLUTÔT CONTRE LEURS OUVRIERS !

Renault est en pleine campagne : il y a eu des placards publicitaires dans la presse. Cette fois, il ne s'agit pas de montrer des véhicules Renault mais d'une campagne de propagande qui prétend prouver la supériorité de Renault sur les voitures japonaises et allemandes. Le PDG Lévy s'administre ainsi ses propres félicitations : *«Une très belle performance»* ou encore *«Renault vend deux fois plus de voitures en Allemagne que Volkswagen en France»* ou *«Si on peut battre les Japonais sur les circuits, on peut les battre sur les routes»*.

Ce n'est pas seulement au public que Renault prétend s'adresser mais aux ouvriers. Ces affiches ont aussi couvert les murs des usines, par exemple à Billancourt et à Choisy. Il ne faut pas manquer de culot pour déclarer aux ouvriers de Billancourt, qu'on est en train de mettre à la porte, qu'ils doivent prendre fait et cause pour les exploits de Renault ! Le seul exploit de Lévy, c'est d'avoir continuellement diminué les emplois à Renault tout en augmentant la production.

Selon lui, nous battre pour Renault, pour l'industrie française, ce serait nous battre pour nos emplois. Pour cela, il faudrait accepter les licenciements de milliers d'ouvriers pendant que les autres triment de plus en plus dur et que certains se voient demander de faire des heures supplémentaires ou encore de travailler au moment où cela arrange le patron, comme en ce moment à l'usine de Choisy !

On ne peut pas dire que la propagande de la direction soit passée comme une lettre à la poste. Bien sûr, la crainte du chômage et l'absence de luttes entraîne bien des réactions de peur. Beaucoup de travailleurs acceptent d'arrondir leurs fins de mois en faisant des heures supplémentaires. Il n'empêche qu'ils ne sont pas dupes : le discours du patron est un peu gros. Les remarques ont fusé : *«Faire la guerre aux Japonais sur les routes ? Bonjour l'insécurité !»* ou encore *«A quand les salaires et les horaires des ouvriers allemands chez Renault ?»*

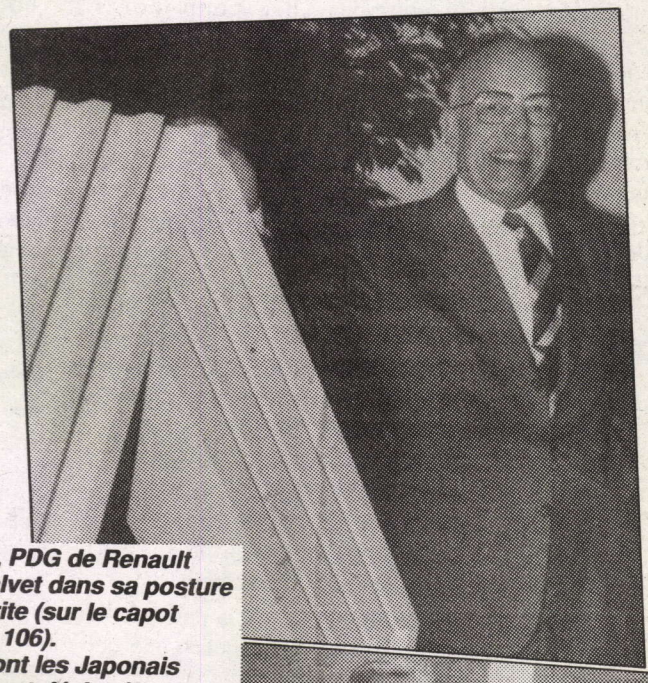
Lévy s'est déclaré très satisfait de ses résultats au Salon automobile de Francfort : *«Avec Volvo, Renault est le quatrième mondial»*, dit-il, mais les travailleurs de Renault entendent un tout autre discours.

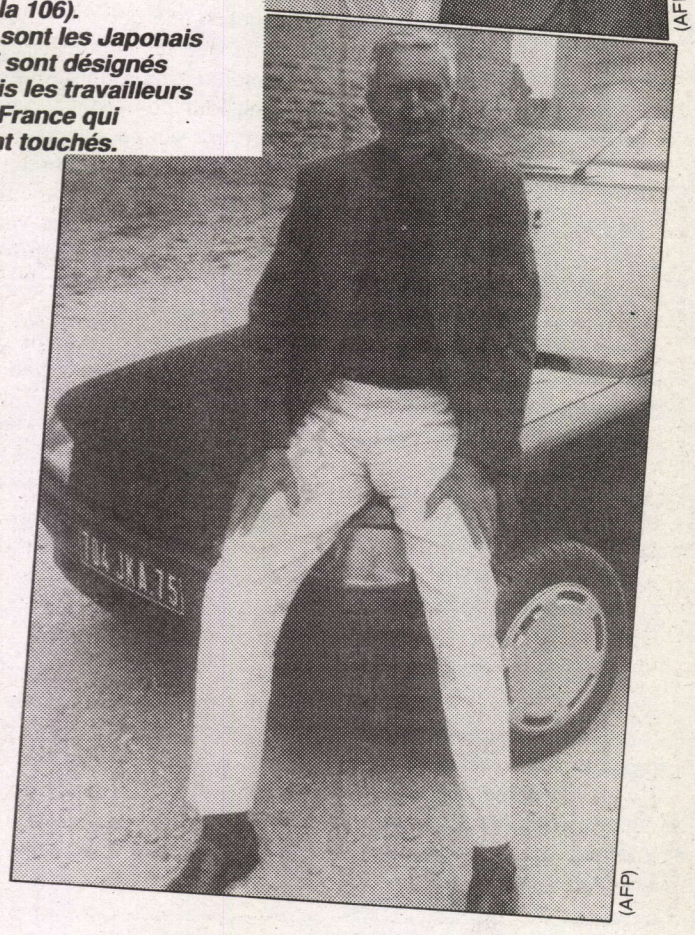
A Choisy comme à Dreux, on les menace carrément de la fermeture s'ils ne sont pas aussi rentables que les fournisseurs extérieurs. Au Mans, la direction a finalement renoncé aux licenciements annoncés, reculant devant un début de mobilisation mais ce n'est probablement que partie remise. Devant toutes ces attaques patronales, nombreux sont ceux qui constatent que les prétextes seuls ont varié : au début, c'était la crise mondiale, après, on a eu droit aux conséquences du Golfe, et maintenant, ce sont les Japonais. Les bénéfices, en tout cas, se portent bien alors que les travailleurs sont les victimes d'une aggravation importante des conditions d'exploitation.

Si quelqu'un s'est fait à l'usine le relais de la propagande anti-japonaise ou anti-allemande, c'est la CGT. C'est sous ce signe qu'elle a entamé la rentrée. Dans toutes les réunions, dans tous les tracts, le leitmotiv c'est : le risque que ferait courir aux travailleurs français la concurrence japonaise. La CGT va jusqu'à se déclarer, dans une brochure de la Fédération de la Métallurgie, plus favorable sur ce plan au discours de Calvet, PDG de Peugeot, qui est pourtant un patron de combat ! La CGT va jusqu'à parler de convergence de forces (Calvet !) qui luttent pour des *«solutions industrielles»* pour éviter *«la destruction»* de l'industrie française...

Le combat des travailleurs n'est pas contre d'autres travailleurs mais contre ceux qui les exploitent, contre les Lévy comme les Calvet et la bourgeoisie française qui empoche la plus-value !

Correspondant LO





Levy, PDG de Renault et Calvet dans sa posture favorite (sur le capot de la 106). Ce sont les Japonais qui sont désignés mais les travailleurs en France qui sont touchés.

(AFP)

(AFP)

Peugeot-Talbot Poissy (78)

NOTRE AVENIR PASSE AVANT CELUI DU PATRON

Chez Talbot, avec la rentrée, nous avons retrouvé les 4 × 10 et les conditions de travail harassantes que nous subissons. Et tout cela pour produire 1 500 voitures par jour, soit 25 % de plus qu'avant ! Des Peugeot mais aussi des Citroën ZX. Car si Calvet licencie chez Citroën à Rennes pour cause de mévente, à Poissy on nous pousse à la production !

Mais à Poissy, l'horreur des 4 × 10 provoque toujours les mêmes réactions parmi les travailleurs : nombre d'intérimaires ne sont pas revenus après les vacances ou continuent à partir. Sur certains secteurs de chaîne en équipe de nuit en fin de semaine, l'absentéisme est particulièrement élevé. Et puis le nombre de voitures envoyées en retouche ne cesse de grandir, plus de 3 400 après plus de 3 semaines de reprise. Quelle déconfiture pour la direction de l'usine qui se réjouissait dans une lettre au personnel à la rentrée d'avoir réussi au mois d'août à éliminer le stock de retouches d'avant les congés. Elle aura embauché pour cela pas moins de 700 travailleurs pour reprendre environ 10 000 véhicules.

La CGT et la CFDT dénoncent depuis le début l'instauration des 4 × 10 et les conditions de travail infernales imposées à Poissy, mais les deux syndicats se veulent en même temps soucieux de la bonne marche de l'entreprise. *«La réussite industrielle passe par une politique sociale ambitieuse»* écrit la CFDT dans un tract daté du 3 septembre.

Le pompon revient toutefois à la CGT, qui drapeau tricolore déployé, tente de doubler Calvet sur le terrain des déclamations nationalistes. Dans un tract du 3 septembre, la CGT déclare : *«Calvet tient des propos que nous approuvons contre la levée des quotas japonais, mais dans les faits il agit en sens contraire en affaiblissant le groupe...»* et la CGT de dénoncer *«la capitulation devant les Japonais»*.

Il y a peut-être à la CGT quelques militants prêts à repartir à la guerre. Mais pour les travailleurs, le front est dans l'usine, contre Calvet et tous ceux qui profitent de notre travail et qui nous imposent des conditions de travail barbares.

Correspondant LO

Dans les entreprises

Aerospatiale

LA DIRECTION AVEC L'APPUI DE CERTAINS SYNDICATS RÉCLAME "SES MISSILES"

Au mois de juillet, le gouvernement a décidé d'arrêter les études en cours sur le S45, le nouveau missile nucléaire.

Dès que cette décision a été rendue publique, les directions des trois usines d'Aérospatiale concernées (Les Mureaux, Bordeaux et Cannes) annonçaient que cet arrêt signifiait un milliard de chiffre d'affaires en moins par an, qu'environ 560 personnes (sur les 5 600 employées dans les trois usines) étaient touchées, que l'embauche était bloquée et que les assistants techniques, «loués» à des sociétés extérieures, seraient licenciés.

Pour l'instant, c'est le statu quo, les assistants techniques sont toujours en poste.

Sur ces informations alarmistes, les syndicats CGC, FO et CFTC sont partis en guerre contre *«l'abandon de la force de dissuasion»*. Ce qui semble se faire en toute bonne entente avec la direction de l'Aérospatiale qui voit d'un mauvais œil lui échapper une partie de la vache à lait qu'est la force de frappe.

Jeudi 12 septembre, l'établissement d'Aquitaine, près de Bordeaux, le plus touché (400 employés sur 1 600), a débrayé, de façon quasi totale, à l'appel des trois syndicats CGC, FO et CFTC pour la continuation du S45. La CGT et la CFDT se sont ralliées à ce mouvement sur la base de *«la défense de l'emploi»* avec des demandes plus ou moins appuyées sur le *«désarmement»* et la *«diversification civile»*.

A l'usine des Mureaux, nous nous attendions à subir le même mot d'ordre qu'en Aquitaine. Or, il n'en fut rien. La CGC, FO et la CFTC se sont contentés de commenter le débrayage d'Aquitaine dans un tract commun.

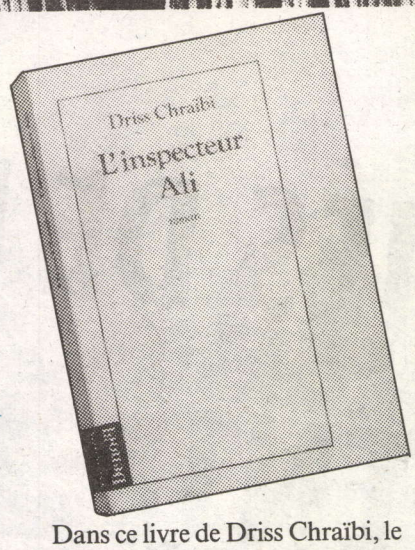
Il est vrai qu'aux Mureaux, la proportion des gens touchés est moindre (127 sur 3 000) et que la direction et les syndicats ne pouvaient pas être assurés d'un succès aussi total qu'en Aquitaine.

Pendant ce temps, le journal d'entreprise, distribué par la direction aux Mureaux, expliquait que cette dernière demandait au gouvernement d'avancer le programme M5 (la nouvelle génération des missiles des sous-marins atomiques) et de développer rapidement de nouvelles études. Dans ce cas, les équipes en place auraient du travail assuré. Toutefois, en même temps, la direction nous prévenait, qu'en cas de refus du gouvernement, elle se verrait dans l'obligation de prendre *«des mesures à l'étude»* et de revoir *«l'adéquation des effectifs aux charges»*. Mais rien sur la garantie de l'emploi de tout le monde, quels que soient les résultats de ses démarches.

Son but paraît clair : faire monter et maintenir l'inquiétude du personnel sur l'emploi, pour tenter d'obtenir son soutien en défendant ses programmes.

Correspondant LO

lire.



L'INSPECTEUR ALI
de Driss Chraïbi

Dans ce livre de Driss Chraïbi, le narrateur est un auteur de romans policiers, mondialement connu sous le nom à consonance nettement anglo-saxonne de B. O'Rourke. A ceci près toutefois que le «B» signifie Brahim et que son héros, l'inspecteur Ali, porte la djellaba ; il résout, comme en s'amusant, les énigmes les plus embrouillées et se sort de la même façon de situations compliquées dans lesquelles s'enferment les puissants de ce monde.

Ce livre n'est pas un polar, mais simplement un petit roman où l'auteur effleure avec humour quelques-uns des travers de la société marocaine, comme ça, juste en passant, au fil d'une histoire sans grande importance où le narrateur prépare, au milieu des siens, la venue de ses beaux-parents écossais.

Le choc des deux mondes, celui haut en couleurs du Maroc et celui bien plus puritain du couple britannique, pour qui la cérémonie du thé semble incontournable quelles que soient les situations, nous vaut un tableau souvent loufoque et parfois drôle.

Le tout est émaillé de remarques sur la corruption au Maroc, par exemple, ou encore sur l'Islam et les dictateurs du monde arabe. Et le propos de Driss Chraïbi est toujours chaleureux à l'égard des gens du peuple, des pauvres. *«Je passais le plus clair de mon temps avec les petites gens du peuple,* écrit-il à la fin de son livre, *j'évitais soigneusement les lettrés, les intellectuels de la religion qui abondaient en nombre et en mots. Non ! Je n'avais que faire du Coran et des hadiths. Je les avais lus et relus au cours des ans, appris par cœur...»*

Un petit livre bien sympathique.

G. L.

Voir

DANS LA SOIRÉE
avec Marcello Mastroianni

Ce premier film d'une réalisatrice italienne réunit des acteurs aussi fameux que Marcello Mastroianni et Sandrine Bonnaire. Mais voilà qui ne suffit pas à en faire un film réussi.

1977 à Rome : un professeur à la retraite, solitaire à la vie parfaitement réglée, recueille sa petite-fille, gamine adorable ballottée par la séparation de ses parents. Il se ferait volontiers à la nouvelle situation ainsi créée si sa belle-fille, se voulant une femme libérée, rebelle aux bonnes manières, ne venait s'installer à son tour et bousculer définitivement la vie tranquille. Le heurt entre cette très jeune femme, qui cultive les allures et les clichés soixante-huitards, et cet homme d'âge mûr, aux opinions modérées inspirées... du Parti Communiste Italien, se transforme peu à peu en sympathie et estime mutuelles. Mais la relation entre les deux personnages, son évolution, sa conclusion restent peu crédibles. L'un Mastroianni, n'en fait peut-être pas assez ; l'autre, Sandrine Bonnaire, semble en faire trop dans son personnage d'écervelée ; et le tout se traîne en longueur.

Lucienne PLAIN

STRADA BLUES

Deux amis, comédiens, participent ensemble à une tournée à travers l'Italie pour la représentation de la pièce de Tchekhov, *La Cerisaie.* Les paysages traversés sont magnifiques, la troupe sympathique, la pièce intéressante et tout serait pour le mieux si l'un des deux amis n'était dans la situation de l'amoureux transi, repoussé par la femme de sa vie, tandis que l'autre se débat au comble de l'embarras pour l'aider à garder sa sérénité... et, chaque soir, sa mémoire sur scène.

L'histoire est mince, certes, mais cette promenade à travers l'Italie, ponctuée par les réflexions de Tchekhov sur le conformisme social, fait passer le film tout en douceur !

L. P.

LUTTE OUVRIÈRE
(Union Communiste Internationaliste)

LUTTE OUVRIÈRE regroupe des militants pour qui le socialisme n'a ni le visage de Mitterrand, ni celui des actuels dirigeants de l'Union Soviétique.

Les travailleurs sont seuls capables de remplacer le capitalisme par une société libre, fraternelle et humaine, car communisme et socialisme sont le seul avenir possible pour l'humanité menacée par les guerres, les crises, l'épuisement des matières premières et la pollution dus à l'anarchie et à l'égoïsme de la société actuelle.

Les travailleurs devront détruire l'appareil d'Etat de la bourgeoisie, c'est-à-dire son gouvernement mais aussi son Parlement, ses tribunaux, sa police, son armée et exercer eux-mêmes, directement, le pouvoir, car le bulletin de vote ne peut pas changer la vie.

Les travailleurs n'ont pas de patrie et ils savent qu'un peuple qui en opprime un autre ne peut pas être un peuple libre.

C'est pourquoi les militants qui animent ce journal s'affirment trotskystes, c'est-à-dire communistes et socialistes révolutionnaires et internationalistes.

Adresser toute correspondance à :
LUTTE OUVRIÈRE
B.P. 233
75865 PARIS CEDEX 18
FRANCE

La Société d'Editions de Lutte Ouvrière – B.P. 233, 75865 PARIS CEDEX 18 – est une S.A.R.L. au capital de 20 000 F, durée cinquante ans à partir du 1er janvier 1970.
Gérant : Michel Rodinson.
Associés : René Marmaros, Isaac Szmulewicz, José Chatroussat.
Directeur de publication et responsable de la rédaction : Michel Rodinson.
Tirage : 17 000 exemplaires.
Composition : Point-Virgule Photocomposition - Paris.
Impression : Roto de Paris, La Plaine Saint-Denis (Seine-Saint-Denis).
Commission paritaire des publications n° 64 995.

ABONNEMENTS

– **Lutte Ouvrière -** hebdomadaire :
France : 6 mois : 130 F - 1 an : 250 F.
Autres pays, voie ordinaire : 6 mois : 170 F - 1 an : 320 F.
– **Lutte de Classe -** mensuel trilingue en français, anglais et espagnol édité par l'Union Communiste Internationaliste :
France, 1 an : 80 F. – Autres pays, voie ordinaire, 1 an : 95 F.
Pour envois par avion ou sous pli fermé, tarifs sur demande.

BULLETIN D'ABONNEMENT

NOM : .....
PRENOM : .....
ADRESSE : .....
CODE POSTAL et VILLE : .....
COMPLEMENT D'ADRESSE : .....
Je m'abonne à : **LUTTE OUVRIÈRE - LUTTE DE CLASSE,** pour une durée de : .....
(rayer la mention inutile).
Ci-joint la somme de : .....
Règlement : • par chèque bancaire ou postal à l'ordre de MICHEL RODINSON,
• par virement postal à MICHEL RODINSON - CCP 6 851 10 R - PARIS.

Allemagne

LES SALARIÉS DE L'EST SE REBIFFENT

Piel / Gamma

Ouvriers de la chimie à Bitterfeld.

Les 9 et 10 septembre, sur tout le territoire de l'ancienne RDA, des arrêts de travail des services publics ont paralysé certaines grandes villes – en particulier l'ex-Berlin-Est – et des rassemblements importants, de plusieurs dizaines de milliers de personnes, ont eu lieu à Berlin, Leipzig et Dresde entre autres, à l'appel de syndicalistes de l'OTV (Syndicat des services publics et des transports d'Allemagne) qui, avec un peu plus de deux millions de syndiqués dans toute l'Allemagne, est le deuxième syndicat de branche du pays après celui de la métallurgie.

Si les arrêts de travail (et la paralysie des transports en particulier) ont trouvé le soutien de la population, c'est qu'ils expriment une amertume bien plus largement ressentie, dans la classe ouvrière comme dans une bonne partie des milieux populaires, face à la désinvolture voire au mépris avec lesquels les dirigeants du pays traitent les travailleurs de l'Est.

La revendication du mouvement est la prise en compte, pour la détermination du salaire des travailleurs des services publics, des années d'ancienneté acquises auparavant dans l'ancienne RDA. Ce n'est pas le cas, depuis le 1er juillet dernier, date d'entrée en vigueur des accords très officiels conclus en mars 1991 au niveau de la branche entre les patrons et les syndicats des services publics qui prévoyaient que les salaires de l'Est seraient augmentés à concurrence de 60 % de ceux de l'Ouest mais sans égard pour l'ancienneté préalable. Ainsi, depuis le 1er juillet 1991, les salaires ont certes augmenté, mais le «roulant» est-allemand qui conduit des locomotives depuis 25 ans touche 60 %... du salaire du roulant débutant de l'Ouest. L'infirmière du grand hôpital de La Charité de Berlin-Est, qui compte 15 ou 20 ans d'exercice, touche 60 % du salaire de l'infirmière de l'Ouest sortie de l'école.

Le problème – financier mais aussi politique-est que les dirigeants de la centrale OTV ont signé à l'époque ces accords pourris. Et cela, qui plus est, avec la bénédiction de la présidente des négociations tarifaires, par ailleurs ministre des Finances du Land de Schleswig-Holstein et personnalité en vue du SPD (Parti Social Démocrate). A l'époque, les dirigeants syndicaux s'étaient glorifiés des 60 % obtenus par rapport aux salaires de l'Ouest sans insister sur les modalités. Le résultat, les travailleurs le voient aujourd'hui : 60 % des salaires des débutants de l'Ouest, c'est, à ancienneté égale, parfois 50 marks, 200 voire 550 marks (c'est-à-dire quelque 170 à 2 000 francs) de moins que les 60 % promis, autrement dit plutôt 45 % ou 50 % que 60 % ! Et les infirmières, les pompiers, les employés d'administration, les institutrices de jardins d'enfants, les éboueurs, les conducteurs de tramways ou les cheminots – et avec eux tous les travailleurs directement concernés où pas d'Allemagne de l'Est – sont autant sinon plus révoltés par l'injustice qui leur est faite que par la différence de salaire.

Le mécontentement de centaines de milliers de salariés de l'ex-RDA (ils sont 1,4 million qui travaillent dans les services publics) est devenue une petite affaire d'Etat. Les intéressés ont su se faire entendre, au point que les autorités (étatiques, syndicalistes, politiques) se rétractent en cascade. La direction de l'OTV se dit désormais partisan d'accorder la prime d'ancienneté. Les dirigeants du SPD, comme d'ailleurs des hommes politiques en vue de la CDU (en particulier le maire de Berlin), également. Et le monde patronal semble aussi en train de craquer. Très probablement, le 24 septembre prochain, les «négociateurs» devraient conclure favorablement aux travailleurs, bien que – sacro-saints impératifs juridiques obligent ! – ces accords signés pour un an ne devraient pas être remis en cause d'ici le mois de mars 1992 ! (Il faut souligner d'ailleurs que du fait que le syndicat a signé les accords, les grèves et arrêts de travail qui les remettent en question sont illégaux et passibles de condamnations pour atteinte au «devoir de paix sociale» – «Friedenspflicht»).

Des travailleurs d'Allemagne de l'Est auront au moins appris que les dirigeants syndicaux ne sont pas des représentants de leurs véritables intérêts et qu'on n'est jamais si bien défendu que par soi-même. Ils auront appris que – légalité contractuelle ou pas – la force venue d'en bas peut refaire les lois. Ils auront appris aussi que les patrons trouvent toujours l'argent pour peu que les travailleurs se fassent craindre.

En quelques semaines, finalement, ils auront acquis une certaine expérience. Un bon début pour une classe ouvrière que les patrons et leur Etat voulaient faire repartir à zéro !

Michelle VERDIER

USA - Israël

UNE BROUILLE ENTRE AMIS

La détérioration des relations entre les Etats-Unis et Israël, qui s'était manifestée ces jours derniers, va-t-elle finalement s'estomper pour refaire place aux rapports privilégiés habituels entre les gouvernements de Washington et de Jérusalem ? Les propos apaisants du secrétaire d'Etat américain, James Baker, qui s'est rendu lundi 16 septembre dans la capitale de l'Etat hébreu, peuvent le laisser penser : *"Les Etats-Unis ne cherchent pas la confrontation avec Israël"* a-t-il déclaré à son arrivée. Il n'empêche que dans le même temps, George Bush tenait à réaffirmer qu'il ne reviendrait pas sur sa décision de demander au Congrès américain de reporter de quatre mois l'octroi à Israël de dix milliards de dollars de garanties de crédits.

Bush voudrait en effet, à quelques semaines de l'ouverture de la "Conférence régionale de paix" qui, sous l'égide des Etats-Unis, doit se tenir entre Israël, les Palestiniens et plusieurs Etats arabes de la région, que le gouvernement Shamir assouplisse quelque peu ses positions concernant d'une part la composition de la délégation palestinienne, et d'autre part l'installation de nouvelles colonies juives dans les Territoires occupés.

Sur ces deux questions, le gouvernement israélien fait toujours montre d'une intransigeance inacceptable pour les gouvernements arabes, fussent-ils disposés à bien des concessions.

Pour le moment, le gouvernement israélien tente de dissocier l'octroi des garanties pour l'obtention de l'emprunt, de la négociation à venir dans le cadre de la conférence de paix. Les milliards de dollars réclamés par Shamir ne seraient à l'entendre qu'une participation des Etats-Unis à l'œuvre humanitaire qu'est en train de réaliser l'Etat hébreu en accueillant quelque 300 000 Juifs en provenance d'URSS. Toute proportion gardée, font remarquer les dirigeants israéliens, cela représenterait l'équivalent de 20 millions d'immigrants pour les Etats-Unis.

Bush voudrait amener le gouvernement Shamir à quelques concessions, ne serait-ce que verbales, sur le gel par exemple des implantations de colonies juives dans les Territoires occupés. Ce ne serait d'ailleurs pas la première fois qu'un gouvernement israélien se résoudrait à geler pour un moment de telles implantations, tout en sachant fort bien que, pour l'avenir, "gel" ne signifie nullement "abandon". Et il est fort possible que les Etats-Unis n'en demandent pas plus. De même, en ce qui concerne la composition de la délégation palestinienne, on trouvera peut-être un compromis qui, le temps d'une conférence, satisfasse les parties en présence, ou plutôt ne mette pas trop dans l'embarras les Etats-Unis vis-à-vis de leurs alliés arabes.

Car rien n'indique aujourd'hui que les Etats-Unis envisagent de bouleverser leurs alliances au Proche-Orient, ni même qu'ils veuillent véritablement contraindre Israël à des concessions durables. Si telle avait été la volonté de Bush, ce ne serait pas d'un gel momentané pour la garantie d'un prêt qu'il menacerait le gouvernement Shamir, mais de sanctions bien plus lourdes.

La puissance israélienne, mise sur pied et équipée par les USA, reste la force la plus sûre de l'impérialisme dans la région. Cela, les Etats-Unis le savent bien et ils ne sont sûrement pas prêts à s'en passer.

Georges LATTIER

Lutte Ouvrière - Directeur de publication : Michel Rodinson - Commission paritaire n° 64-995